

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Alexander Rabinovitch

Les bolcheviks prennent le pouvoir, La révolution de 1917 à Petrograd

La fabrique 2016

Note sur la translittération	page 2
Introduction	page 2
1. Le soulèvement de juillet	page 7
2. Les bolcheviks sur la sellette	page 9
3. Petrograd pendant la réaction	page 10
4. L'inefficacité de la réaction	page 11
5. La résurgence des bolcheviks	page 13
6. L'ascension de Kornilov	page 14
7. Kornilov contre Kerenski	page 16
8. Les bolcheviks et la défaite de Kornilov	page 18
9. La question du nouveau gouvernement	page 23
10. "Tout le pouvoir aux soviets"	page 25
11. La campagne de Lénine en faveur d'une insurrection	page 31
12. Les obstacles à un soulèvement	page 35
13. La crise de la garnison et le Comité militaire révolutionnaire	page 37
14. Veillée d'armes	page 39
15. Les bolcheviks prennent le pouvoir	page 44
Epilogue	page 50

Le terme "soviet" fait exclusivement référence dans cet ouvrage aux conseils élus de députés des ouvriers, des soldats et des paysans, formes de représentation révolutionnaires qui se sont répandues à travers la Russie pendant l'année 1917, et non pas aux citoyens et aux institutions de l'Union "soviétique". Le terme "Soviet" avec une majuscule est réservé au Soviet de Petrograd et aux organes centraux des soviets de 1917, à savoir le Comité exécutif central du Congrès panrusse des Députés des Ouvriers et des Soldats et le Comité exécutif central du Congrès panrusse des Députés des Paysans. Les deux Comités exécutifs panrusses se réunissaient fréquemment en session conjointe et agissaient souvent ensemble.

Introduction

Non seulement Petrograd était le siège du gouvernement, mais avec sa population de 2,7 millions d'habitants en 1917 - une explosion démographique provoquée par la guerre -, elle était le centre industriel et commercial le plus important du pays. (...) Enfin, Petrograd accueillait en 1917 le quartier général national du parti bolchevik et constituait le principal centre des activités de cette organisation.

Pour expliquer l'issue des événements, les historiens soviétiques ont eu tendance à mettre l'accent sur l'inévitabilité historique du processus et sur le rôle d'un parti révolutionnaire fortement discipliné sous la direction de Lénine. Aux yeux de nombre de chercheurs occidentaux, au contraire, il s'agirait plutôt d'un accident historique ou, plus souvent encore, du résultat d'un coup d'Etat exécuté de main de maître et sans soutien significatif de la population.

En 1903, c'est pratiquement sa seule initiative qu'on doit la fameuse scission du Parti ouvrier social-démocrate de Russie entre son aile radicale bolchevik et son aile modérée menchevik, laquelle se fit pour l'essentiel sur la question de la nature et des objectifs d'un parti marxiste révolutionnaire en Russie. Dans les conditions de répression qui prévalaient à l'époque, Lénine préconisait la création d'une organisation fortement centralisée de militants révolutionnaires disciplinés plutôt que le parti de masse plus démocratique envisagé par les mencheviks. Seul un parti de professionnels de haut niveau, estimait-il à l'époque, serait capable d'accomplir les tâches révolutionnaires et de protéger simultanément la sociale-démocratie des dangers du réformisme et de la féroce répression tsariste.

En 1905, Lénine avait modifié le schéma marxiste classique de la révolution en deux étapes, que les sociaux-démocrates considéraient généralement comme applicable à la Russie, en suggérant qu'au lendemain du renversement du tsarisme, une

"dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie" était susceptible d'ouvrir la voie à une révolution socialiste sans passer par une période durable de gouvernement libéral et de développement industriel capitaliste.

Au début de l'année 1917, du fait de la rapide détérioration économique, de revers militaires catastrophiques et de pertes humaines épouvantables, ainsi que d'un niveau sans précédent historique d'incompétence et de mauvaise gestion de la part du gouvernement, l'ancien régime était complètement discrédité auprès de pratiquement toutes les couches de la population russe. Le 23 février, journée internationale de la Femme, une vague d'agitation s'empara des groupes de femmes qui faisaient la queue dans un froid glacial pour acheter du pain ; ces troubles débouchèrent bientôt sur des manifestations massives exigeant le renversement de la monarchie et la fin de la guerre. Une semaine plus tard, Nicolas 2 était contraint d'abdiquer.

Lénine, qui était en exil à l'étranger depuis près d'une décennie, résidait alors à Zurich, en Suisse. (...) A en juger par ses écrits de mars 1917, il ne semble pas qu'il ait véritablement perçu à quel point les leaders socialistes de Petrograd avaient coopéré avec les libéraux dans la formation du Gouvernement provisoire, pas plus qu'il ne réalisait à quel point la population dans son ensemble accueillait favorablement cette évolution, du moins pour le moment.

Il parlait de l'hypothèse que les travailleurs révolutionnaires russes, après avoir contribué à renverser le régime de Nicolas 2, comprendraient instinctivement qu'un gouvernement bourgeois ne réussirait pas mieux que le régime tsariste à satisfaire leurs aspirations les plus intenses. En outre, au bout de trois ans du conflit armé le plus violent de l'histoire - dont on ne voyait toujours pas venir la fin -, Lénine était obsédé par l'idée que tous les principaux pays européens étaient au bord d'une révolution socialiste et qu'une insurrection prolétarienne en Russie serait l'étincelle qui inciterait partout ailleurs les travailleurs désespérés et assoiffés de paix à se soulever contre leurs gouvernements. C'est ainsi que dans ses premières directives aux dirigeants du parti à Petrograd, partiellement contenues dans ses "Lettres de loin", il insistait sur la nécessité d'armer et d'organiser les masses en vue de la deuxième étape imminente de la révolution, celle qui ferait tomber "le gouvernement des capitalistes et des grands propriétaires terriens".

Arrivé à Petrograd le 3 avril, Lénine déclara publiquement que la Révolution de Février n'avait pas résolu les problèmes fondamentaux du prolétariat russe, que la classe ouvrière ne pouvait pas s'arrêter à mi-chemin et qu'allié avec les masses en uniforme, le prolétariat russe transformerait la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste prolétarienne.

Au sein de l'appareil du parti bolchevik à Petrograd (...) il y avait entre autres des bolcheviks "modérés" ou "droitiers", qui s'opposaient de façon presque systématique à toutes les hypothèses stratégiques et théoriques fondamentales de Lénine. Le porte-

parole le plus connu et le plus cohérent de cette ligne était Lev Kamenev (...). Kamenev n'acceptait pas l'idée que la révolution démocratique bourgeoise en Russie était parachevée. Il estimait que la classe ouvrière russe était encore relativement faible, rejetait l'idée que l'Europe toute entière était au bord de la révolte et était convaincu que ni la paysannerie russe ni la bourgeoisie étrangère ne permettraient la victoire du socialisme en Russie. (...) Il se prononça en faveur de la création d'un gouvernement exclusivement socialiste fondé sur une ample coalition de tous les principaux groupes socialistes, avec pour mandat de gouverner le pays jusqu'à l'instauration d'une république démocratique par le biais d'une Assemblée constituante.

Il y avait aussi beaucoup d'autres dirigeants à l'esprit indépendant qui, (...) divergeaient souvent avec lui sur des questions tactiques. Le plus connu d'entre eux était le légendaire Léon Trotsky, alors âgé de 35 ans, qui, lors de la révolution de 1905, s'était acquis par son audace et son courage à la tête du soviet de Saint-Petersbourg une notoriété internationale.

La ligne était principalement déterminée par le vote majoritaire d'un Comité central élu démocratiquement. Mais étant donné les conditions chaotiques et fluctuantes qui prévalaient en Russie en 1917, avec la diversité des situations locales, le Comité central, placé au sommet de la hiérarchie organisationnelle bolchevik, était tout simplement incapable de contrôler le comportement de certaines de ses principales organisations.

A Petrograd même, des branches importantes de l'appareil telles que le Comité de Petrograd, qui dirigeait le travail du Parti dans la capitale, et l'Organisation militaire, responsable de l'activité révolutionnaire dans les rangs de l'armée, étaient relativement libres d'adapter leur tactique et leur propagande en fonction des situations locales. Elles étaient même prêtes à défendre fermement leur autonomie lorsqu'elles le jugeaient nécessaire.

Au-delà de cet aspect, l'année 1917 fut marquée par l'abandon de la conception prérévolutionnaire chère à Lénine, à savoir celle d'une petite organisation conspirative de militants professionnels. Les portes du parti s'ouvrirent largement à des dizaines de milliers de nouveaux adhérents qui n'étaient pas sans disposer d'une certaine influence ; de ce fait, et jusqu'à un certain point, non seulement les bolcheviks étaient plus ouverts aux masses, mais ils étaient plus sensibles à leurs exigences. (...) Mes recherches m'amènent à penser que la relative flexibilité du Parti et sa réceptivité aux humeurs dominantes des masses ont tout autant contribué à la victoire finale que la discipline révolutionnaire, l'unité organisationnelle ou l'obéissance à Lénine.

Lorsque Lénine est rentré à Petrograd en avril 1917 et s'est prononcé en faveur d'une révolution sociale immédiate, non seulement ses appels à la mobilisation n'ont guère été entendus par les socialistes modérés, mais même les bolcheviks n'y ont pas été très réceptifs. On était encore dans l'euphorie des premières semaines de la

révolution de Février. (...) Le nouveau Premier ministre était le prince Guéorgui Lvov, dirigeant progressiste et très respecté des zemstvo (...). Autre figure dominante du gouvernement, le ministre des Affaires étrangères était Pavel Milioukov, professeur d'histoire et porte-parole éminent des "Cadets", le Parti constitutionnel-démocrate, principale organisation libérale russe. (...) le ministre de la Justice était le jeune avocat Alexandre Kerenski.

Pendant le printemps et l'été 1917, des soviets furent établis dans chacun des districts de la capitale et, parallèlement, des organisations de démocratie directe similaires virent le jour dans nombre d'agglomérations, de villes et de villages de Russie. En mai, un Congrès panrusse des Soviets paysans fut convoqué à Petrograd et, en juin, les représentants des soviets des ouvriers et des soldats se réunirent dans la capitale pour leur première assemblée nationale. Ces conventions nationales formèrent deux Comités exécutifs permanents : le Comité exécutif central des Soviets des Députés des Ouvriers et des Soldats et le Comité exécutif central du Congrès panrusse des Soviets des Députés des Paysans.

Jusqu'à l'automne 1917, les organes centraux des Soviets panrusses étaient dominés par les dirigeants des partis socialistes modérés - le Parti social-démocrate menchevik et le Parti socialiste-révolutionnaire (dit SR), de sensibilité néo-populiste. (...) La situation à laquelle Lénine se vit confronté, à sa grande déception, lors de son retour en Russie en avril était fort différente de ce qu'il avait prévu. L'influence des bolcheviks dans les rangs des ouvriers et des soldats était relativement faible. Mencheviks et SR disposaient de majorités écrasantes au sein des soviets, que Lénine considérait désormais comme les organes embryonnaires d'un gouvernement des travailleurs. Chapeautés par une direction socialiste modérée, les soviets soutenaient le Gouvernement provisoire et, en attendant l'avènement d'une paix négociée, appuyaient l'effort de guerre de la Russie.

Lénine (...) publia dans (...) la Pravda (...) les fameuses "thèses d'avril" - qui définissait la situation en Russie comme une transition entre la première étape, "démocratique bourgeoise", de la révolution, et sa deuxième étape, "socialiste". Il continuait à affirmer avec insistance que le Gouvernement provisoire ne devait être soutenu sous aucun prétexte et que l'objectif du Parti était le transfert du pouvoir aux soviets.

Lénine réussit rapidement à gagner à ses vues une fraction importante de la direction du Parti. (...) Dans les semaines qui suivirent, on put constater parmi les ouvriers, les soldats et les marins de la capitale une croissance étonnamment rapide du soutien à la dénonciation du Gouvernement provisoire et au transfert du pouvoir aux soviets. Cette radicalisation était en partie due à un désenchantement généralisé face aux résultats de la révolution de Février.

Les paysans, confrontés à l'impossibilité de se procurer des biens manufacturés, refusaient de livrer leur récolte en échange d'un papier-monnaie en voie de dépréciation rapide. Avec la multiplication des pénuries, le fossé entre les salaires et le coût de la vie ne cessait de se creuser. L'inflation frappait de plus en plus durement mes 390 000 ouvriers d'usine de Petrograd - dont environ un tiers de femmes. (...). Le salaire réel était retombé à un tiers de son niveau d'avant-guerre.

Un même sentiment de frustration animait les 215 000 à 300 000 soldats de la garnison de Petrograd (...) ainsi que les près de 30 000 marins et soldats de la base navale de Kronstadt. (...) La majorité des troupes stationnées à Petrograd et dans les environs (...) étaient composées de recrues mal entraînées, elles aussi d'origine principalement paysanne. La notion de discipline militaire leur était largement étrangère et une bonne partie de ces soldats avait fait l'expérience du front. Le ralliement des troupes de la garnison de Petrograd aux civils insurgés avait d'ailleurs constitué le moment décisif de la révolution de Février. (...) Les citoyens en uniforme guettaient avec méfiance le moindre signe d'un retour à l'ordre ancien et attendaient la signature de la paix de compromis que, selon eux, le Soviet de Petrograd ne manquerait pas de négocier.

Les 20 et 21 avril (...) des milliers d'ouvriers, de soldats et de marins brandissent des banderoles ornées de slogans tels que "A bas Milioukov !", "A bas la politique d'annexion !" et même "A bas le Gouvernement provisoire !" (...) contre l'intention de Milioukov de poursuivre la guerre jusqu'à une "conclusion victorieuse". (...) De toutes les grandes formations politiques russes, seuls les bolcheviks étaient exempts du moindre soupçon d'association avec le gouvernement.

A la veille de la Première Guerre mondiale, les bolcheviks avaient pour bonne part réussi à arracher les ouvriers d'usine de Petrograd à l'influence des mencheviks. mais cette position hégémonique s'était probablement largement dissipée pendant la durée du conflit en raison du départ pour le front de milliers de travailleurs expérimentés, tandis que l'organisation bolchevik de Petrograd était décimée par les arrestations.

Dès le lendemain de la révolution de Février, le Parti fit un effort énergique pour renforcer son influence auprès du personnel militaire et des ouvriers d'usine par le biais d'institutions comme l'Organisation militaire bolchevik, les comités de quartier du parti, les soviets de district, le mouvement syndical, les comités d'usine et autres organisations de masse non partidaires. (...) Les bolcheviks exigeaient un contrôle étroit des soviets sur tous les secteurs de l'économie, une augmentation des salaires, la semaine de huit heures, le contrôle ouvrier dans les usines et la fin de l'inflation, autant de revendications qui suscitaient l'intérêt des travailleurs.

Lors de l'ouverture de la Conférence d'avril, le nombre des adhérents du Parti était d'environ seize mille. Fin juin, ce chiffre s'élevait à trente deux mille, tandis que

deux mille soldats de la garnison de Petrograd avaient rejoint l'Organisation militaire bolchevik et quatre mille autres étaient associés au "Club Pravda", un club soi-disant "non partisan" ouvert au personnel en uniforme et contrôlé de fait par la même Organisation militaire. (...) Début juin (...) l'Organisation militaire bolchevik, aiguillonnée par l'impatience de ses nouveaux adhérents de base, proposa que le Parti organise une manifestation massive de protestation contre la guerre et le gouvernement pendant la session du premier Congrès panrusse des Soviets de Députés des Ouvriers et des Soldats, qui devait se réunir à Petrograd du 3 au 24 juin. Le Comité central du Parti accepta la proposition et fixa la date de la manifestation pour le 10 juin. (...) Elle était susceptible de séduire y compris les partisans déclarés des partis socialistes modérés.

Le Congrès des Soviets, qui venait juste de voter une résolution proclamant son soutien total au gouvernement et sa volonté de coopérer avec lui, perçut la manifestation proposée par les bolcheviks comme un désaveu (...) Ils décrétèrent l'interdiction de tout rassemblement sur la voie publique pendant trois jours (...). Au tout dernier moment (...) Le Comité central bolchevik renonça à convoquer la manifestation.

Le Congrès des Soviets fixa sa propre manifestation pour le 18 juin. (...) Le jour dit, les dirigeants socialistes modérés durent assister au spectacle de longues colonnes d'ouvriers et de soldats (...) soit près de 400 000 manifestants, et brandissant de banderoles rouges frappées de slogans tels que : "A bas les dix ministres capitalistes !", "A bas la politique de l'offensive militaire !" ; "Tout le pouvoir aux Soviets !". (...) Les slogans approuvés par le Congrès se comptaient en très petit nombre.

Si le désenchantement à l'égard du Gouvernement provisoire et l'adhésion au programme bolchevik étaient déjà très marqués dans la capitale, on ne pouvait pas en dire autant des provinces et du front. La composition du premier Congrès des Soviets reflétait sans doute assez fidèlement la corrélation des forces dans l'ensemble du pays, avec 533 délégués SR et mencheviks et seulement 105 délégués bolcheviks.

Lénine (...) insistait sur la nécessité de refréner l'impatience des éléments les plus radicaux au sein de l'organisation bolchevik de Petrograd et dans les rangs des ouvriers et des soldats en général, ce tout en continuant à populariser le programme du Parti en zone rurale et sur le front.

1. Le soulèvement de juillet

Apparemment, c'était à l'initiative des hommes du 1er régiment de mitrailleurs que des milliers de soldats en armes et d'ouvriers d'usine étaient descendus dans la rue. Un ou deux délégués des mitrailleurs avaient été envoyés dans chaque unité militaire et dans chaque usine importante, où leurs appels à l'insurrection avaient

généralement été accueillis avec enthousiasme. En début d'après-midi, les membres des classes aisées avaient disparu des rues. (...) Les insurgés avaient pris le contrôle d'un site d'une grande importance à la fois stratégique et psychologique, la forteresse Pierre-et-Paul. (...) Tous les commentateurs semblaient s'accorder sur le fait que c'était les bolcheviks, plus que tout autre groupe politique, qui étaient à l'origine des troubles.

Les délégués de la province de Penza signalaient que les paysans locaux étaient en train de mettre spontanément en pratique le principe de socialisation de la terre en saisissant et redistribuant les lopins. (...) Les soldats russes (...) lisaient la *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda*, la *Okopnaïa Pravda* et la myriade de publications pacifistes et révolutionnaires dont les bolcheviks avaient inondé les champs de bataille : ce qui les préoccupait désormais, c'était la paix, la terre et un ordre politique et social plus juste. (...) Certaines unités en venaient même à se méfier de leurs propres comités de soldats - qu'elles avaient pourtant élus - parce qu'ils étaient dominés par les mencheviks et les SR, lesquels soutenaient largement la politique militaire du gouvernement.

Aux yeux des bolcheviks, le slogan "*Tout le pouvoir aux soviets !*" était, du moins pour le moment, dépourvu de validité tactique dans la mesure où les soviets n'étaient pas du tout disposés à s'emparer du pouvoir. (...) Lénine était contraint d'accorder une importance décisive à la réaction potentielle des provinces et du front. (...) Les bolcheviks ne disposaient que d'un appui limité au sein de la paysannerie et une bonne partie des troupes continuait d'être fidèle à la direction des soviets. Il paraissait donc opportun de battre en retraite. (...) Sous la pression de ses sympathisants parmi les troupes, l'Organisation militaire bolchevik avait même pris l'initiative de contribuer à l'organisation de la mobilisation sans demander l'autorisation du Comité central. Il est vrai que pendant l'après-midi du 3 juillet, ce dernier s'était sincèrement efforcé de freiner les manifestants.

3 juillet (dans la soirée) lors d'une réunion des cadres du Parti, après s'être convaincus que les bolcheviks ne pourraient pas empêcher la vague de protestation de se poursuivre le lendemain, Zinoviev et Trotsky avaient rejoint les rangs de ceux qui souhaitaient voir le Parti soutenir et essayer de contrôler le mouvement - ce tout en insistant vivement sur le fait que les manifestations devaient avoir un caractère pacifique. (...) Il y avait sans doute aussi parmi les bolcheviks des militants qui, dans l'après-midi du 4 juillet, étaient favorables à une action militaire décisive.

Les bolcheviks furent informés que certains fonctionnaires de haut niveau du gouvernement essayaient de mobiliser des unités locales contre eux en accusant Lénine d'avoir organisé le soulèvement de juillet sur ordre de l'ennemi germanique. Ce n'était pas la première fois qu'on accusait Lénine d'être un agent de Berlin. (...) Le 5 juillet à une heure du matin, plusieurs régiments ayant rompu leur neutralité antérieure commencèrent à marcher sur le palais de Tauride, où les Comités exécutifs panrusses étaient en session, pour proclamer leur loyauté envers le Soviet le gouvernement.

Vers 2 ou 3 heures du matin, les membres du Comité central se réunirent pour prendre la mesure de la situation et décidèrent de lancer un appel aux ouvriers et aux soldats les invitant à mettre un terme aux manifestations de rue. (...) Les ouvriers, marins et soldats impatients de Petrograd qui avaient jusque-là serré les rangs derrière les bolcheviks vécurent l'issue de l'expérience de juillet comme un échec démoralisant, au moins pour un temps. Simultanément, la détermination du gouvernement, des factions politiques modérées et conservatrices et des classes aisées en général à restaurer l'ordre à n'importe quel prix et à en finir une fois pour toutes avec les extrémistes s'en vit considérablement renforcée.

2. Les bolcheviks sur la sellette

Petrograd bruissait de la rumeur selon laquelle Lénine était "un agent provocateur". (...) Une bonne partie des journaux de la capitale traitaient désormais ces accusations comme des faits établis et rivalisaient de sensationnalisme dans leurs comptes-rendus de la trahison des bolcheviks. (...) Les troupes qui s'étaient déplacées du front à la capitale offraient enfin au gouvernement un soutien militaire substantiel.

Entre-temps, sur le front, les succès initiaux de l'offensive russe s'étaient métamorphosés en débâcle terrifiante face aux Allemands, qui lancèrent une contre-attaque massive et dévastatrice contre la 11^e Armée russe sur le front sud-ouest.

Les événements allaient (...) démontrer que la vision de Martov, à savoir celle d'un gouvernement révolutionnaire des soviets unissant toutes les factions socialistes, mettant en œuvre un ample programme de réforme, combattant vigoureusement la contre-révolution et faisant tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir une paix de compromis immédiate, correspondait d'assez près aux aspirations des masses politiquement conscientes de Petrograd. (...) Ce sont précisément ces objectifs qui s'exprimaient dans les débats et les résolutions de la plupart des soviets de district au lendemain des journées de juillet.

Fut formée la deuxième coalition, dirigée par Kerenski avec huit ministres socialistes et sept libéraux. (...) la répression commença tôt le matin du 5 juillet par un raid de cadets de l'école militaire contre le siège de la rédaction et de l'imprimerie de la Pravda. Les cadets ratèrent de peu Lénine, qui venait juste de quitter les lieux. (...) Le cabinet ordonna que les unités non militaires qui avaient participé aux journées insurrectionnelles soient désarmées et dissoutes. (...) les officiers furent autorisés à ouvrir le feu sur les troupes qui fuyaient spontanément le champ de bataille. La presse bolchevik fut interdite sur tous les théâtres d'opération. (...) Les organes de presse bolcheviks (...) durent mettre la clé sous la porte

Le cabinet émit un ordre spécifique de détention contre Lénine, Zinoviev et Kamenev. Nous verrons que Lénine et Zinoviev étaient aussitôt entrés dans la clandestinité, de même que (...) les deux principaux dirigeants de l'organisation militaire. Seul Kamenev ne s'enfuit pas : il fut arrêté et emprisonné le 9 juillet. (...) Plusieurs dirigeants de Petrograd, dont le principal souci semble avoir été l'impact négatif de la fuite de Lénine sur les ouvriers et les soldats, étaient (...) d'avis qu'il devait se rendre. C'est le point de vue qu'exprima Volodarski.

Le 9 juillet (...), Lénine quitta l'appartement de la famille Allilouïev et, accompagné de Zinoviev, partit se réfugier dans le village de Razliv (...) sur le golfe de Finlande. Il y resta jusqu'au 9 août, après quoi il passa en Finlande. (...) Il travaillait sur un texte théorique majeur, *L'Etat et la révolution*. (...) Le leader bolchevik en vint à surévaluer l'ampleur de la vague réactionnaire et à professer un pessimisme excessif quant aux perspectives révolutionnaires à court terme en Russie.

3. Petrograd pendant la réaction

Le plus étonnant dans cette phase de réaction postérieure aux journées de juillet, c'est la rapidité avec laquelle le climat politique de Petrograd semblait avoir changé. Comme l'observait alors un journaliste "(l)a différence entre l'atmosphère du 4 juillet et celle du 5 juillet est tellement énorme qu'on ne peut pas simplement parler de changement - c'est comme si on avait subitement été transporté d'une ville à l'autre".

Le 7 juillet (...) un député menchevik déclara que (l)es citoyens qui ont l'air d'être des ouvriers ou qui sont soupçonnés d'être bolcheviks vivent sous la menace constante d'une agression physique. Et un autre de ses collègues d'ajouter que "(d)es individus relativement intelligents se livrent à une campagne d'agitation ultra-antisémite". (...) Plusieurs sièges locaux du Parti bolchévik furent attaqués et saccagés. (...) Le siège du syndicat des métallurgistes, la plus grande centrale ouvrière de Russie, connut le même sort. (...) Le gouvernement provisoire semblait alors au faîte de sa puissance et la débâcle des bolcheviks paraissait définitive.

A partir de la mi-août, les détenus du quartier général de la Milice du Deuxième District furent peu à peu libérés, et cette victoire provoqua bientôt une vague de grèves de la faim dans les autres prisons, suscitant progressivement la sympathie d'une bonne partie de la population de Petrograd. Mais seule une très faible proportion des bolcheviks incarcérés fut alors remise en liberté.

4. L'inefficacité de la réaction

Un nombre considérable de soldats appartenant aux unités les plus radicalisées durent envoyés au front fin juillet et durant le mois d'août, mais contrairement au plan initial, aucune d'elles ne fut complètement démantelée. (...) la presque totalité des 32 000 membres du Parti à Petrograd échappèrent à la répression. (...) L'insigne faiblesse et l'absence de crédibilité du Gouvernement provisoire auprès des masses expliquent largement pourquoi il s'avéra incapable de désarmer les civils. (...) De toute évidence, il n'y avait pas de Cavaignac au sein du Gouvernement provisoire ; entre autres choses, les membres du cabinet doutaient à juste titre de leur capacité à contrôler les protestations massives qu'aurait provoquée une offensive indiscriminée des autorités contre la gauche.

Le 13 juillet, moins de deux semaines après le soulèvement de juillet, le Comité central réussit à convoquer à Petrograd une conférence stratégique secrète qui dura deux jours. (...) Lénine prépara à l'intention de ses participants une série de thèses (...) qui divergeaient fortement de ses positions d'avant juillet. Il y affirmait que la contre-révolution, pleinement soutenue par les mencheviks et les SR, contrôlait désormais intégralement le gouvernement et la révolution.

Les socialistes modérés, mais aussi le soviet, étaient devenus de "*simples feuilles de vigne de la contre-révolution*". (...) le Parti devait donc abandonner sa ligne d'avant juillet (...) et son mot d'ordre principal "*Tout le pouvoir aux soviets*". La seule orientation tactique qui restait à sa disposition était la préparation d'une future insurrection armée et le transfert du pouvoir au prolétariat et à la paysannerie pauvre. (...) Les idées de Lénine firent l'objet de débats acharnés. (...) Une (...) décision prise au terme de la réunion des 13 et 14 juillet (...) : les "internationalistes" étaient invités à participer au prochain congrès du Parti avec un vote consultatif, et même les SR y étaient bienvenus.

Lorsque Lénine, le 15 juillet, fut mis au courant des conclusions de la conférence du Comité central, il réagit avec colère et inquiétude. (...) Une fois de plus, il devait faire face à la puissante inclination de ses camarades à renoncer à l'action révolutionnaire radicale et à travailler main dans la main, voire à se confondre, avec les groupes plus modérés.

Le 16 juillet, les nouvelles du district de Nevski restaient peu encourageantes. Vassili Vinokourov rapportait des cas de militants bolcheviks passés à tabac par des ouvriers qui voulaient les forcer à abandonner le Parti. D'après lui, dans ce secteur, la vague patriotarde et l'ambiance de pogrom anti bolchevik était encore en plein essor. Mais ailleurs, la situation était nettement plus prometteuse. Volodarski informa les délégués de la conférence que "les rapports dont nous avons connaissance montrent

que le moral (des ouvriers) est bon partout". (...) L'humeur anti-bolchevik était déjà sur le déclin. "Le travail du parti progressait de façon normale".

En l'absence de plusieurs des membres les plus éminents du Comité central, Joseph Staline, alors âgé de 38 ans, fut chargé d'exposer le point de vue de cet organe. Perçu comme caractériel, grossier et autoritaire, et ne se distinguant guère par ses qualités -de théoricien, d'auteur et d'orateur, Staline était loin d'avoir alors la stature et le prestige de Lénine, Trotsky ou même Zinoviev, Kamenev et Lounatcharski. C'est d'ailleurs probablement la raison majeure pour laquelle le gouvernement n'avait pas cherché à l'arrêter après le soulèvement de juillet. sans doute en grande partie à cause de ses origines géorgiennes, il était toutefois considéré comme la principale autorité du parti en ce qui concerne les questions nationales.

Pour résumer, alors que Lénine incitait le Parti à rompre définitivement avec les groupes politiques plus modérés et à encourager les masses à s'emparer du pouvoir par la force sans tenir compte des soviets, Staline mettait l'accent sur la nécessité d'agir avec prudence et d'accumuler des forces.

C'est sans doute l'Organisation militaire bolchevik qui eut à souffrir le plus des conséquences du soulèvement de juillet. (...) Bien qu'animés par un fort désir de paix, les soldats avaient tendance à être plus patriotiques que les ouvriers, et donc plus sensibles aux accusations de collaboration des bolcheviks avec les Allemands.

L'Organisation militaire dut également subir les attaques d'éléments hostiles dans les rangs du Parti lui-même. L'intérêt de maintenir un bras militaire séparé était l'objet de controverses permanentes entre les dirigeants bolcheviks, et ce depuis la création des premières organisations militaires social-démocrates au lendemain de la révolution. de 1905. (...) Il n'est donc pas surprenant que l'implication apparent de l'Organisation (...) dans la préparation du soulèvement de juillet, sans autorisation du Comité central, ait entraîné de vives critiques à son encontre.

Le sort de *Rabotchii i Soldat* fut scellé le 10 août, lorsqu'un éditorial particulièrement incendiaire fournit au Gouvernement provisoire un prétexte pour fermer le journal. Le Comité central prit aussitôt des dispositions d'urgence en vue d'une nouvelle publication et l'Organisation militaire fit de même sans avoir obtenu l'aval du Comité central. (...) Les derniers décrets de Kerenski, notamment celui réintroduisant la peine de mort, avaient provoqué au sein de la troupe une grande agitation et une explosion d'hostilité à l'encontre des officiers.

Les soviets de district de Petrograd étaient facilement accessibles aux ouvriers et aux soldats ordinaires et s'occupaient surtout de questions locales immédiates telles que le ravitaillement, le maintien de l'ordre public, les conflits du travail et l'aide sociale. Seules les questions d'envergure nationale les plus brûlantes y étaient abordées. (..) Il est particulièrement frappant de constater à quel point leur perspective politique avait

commencé à diverger de celle des organes centraux du Soviet. Ainsi, par exemple, alors que les Comités exécutifs panrusses offraient leur soutien inconditionnel au régime de Kerenski, la plupart des soviets de district étaient de plus en plus méfiants envers le gouvernement, (...) de plus en plus séduits par l'idée de créer un gouvernement révolutionnaire des soviets.

Ces soviets (...) dans la plupart des cas (...), restèrent sous l'influence des mencheviks et des SR, et plus précisément des mencheviks internationalistes et des SR de gauche, jusqu'à la fin de l'automne 1917. En outre, même les soviets locaux où les bolcheviks disposaient de la majorité préservèrent leur caractère intrinsèquement démocratique.

Ce que les documents pertinents montrent très clairement, c'est qu'au lendemain du soulèvement de juillet, la plupart des soviets de district ne souhaitent ni condamner ni défendre les bolcheviks. Ils étaient bien plus préoccupés par les - tentatives du gouvernement de désarmer les ouvriers et de transférer les soldats radicalisés hors de la capitale, par la réintroduction de la peine capitale sur le front, par les attaques indiscriminées contre la gauche ou encore par la résurgence de l'extrême droite. Chacune de ces évolutions était perçue par la plupart d'entre eux comme une grave menace pour la révolution.

5. La résurgence des bolcheviks

Dans la nuit du 26 juillet, quelque 150 dirigeants bolcheviks venus de toute la Russie se rassemblèrent (...) au cœur du district de Vyborg, pour (...) l'ouverture du sixième Congrès du Parti. (...) Les délégués se mirent d'accord pour ajourner une fois encore l'adoption du nouveau programme du Parti. La raison principale en était l'impossibilité de parvenir à un consensus sur des problèmes théoriques fondamentaux, et aussi les difficultés créées par l'absence de Lénine, Trotsky, Kamenev et d'autres dirigeants clés. Officiellement, le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" était éliminé. (...) La ligne prônant une révolution socialiste fut confirmée, comme c'était le cas depuis le mois d'avril. Mais (...) les questions cruciales du "quand" et du "comment" restaient dans le vague.

Début août, de nombreux indices montraient déjà sans ambiguïté que le Parti bolchevik, dont l'appareil était resté intact, entrait dans une nouvelle phase de croissance. Cette résurgence se manifestait entre autres à travers les plaintes fréquentes des dirigeants mencheviks et SR locaux, qui dénonçaient les nombreuses défections de leurs militants au profit des bolcheviks. (...) Le 20 août (...), le renouvellement de la Douma municipale de Petrograd fournit une preuve encore plus

tangible du rétablissement rapide des bolcheviks. (...) Sur le terrain, les militants bolcheviks avaient réussi à organiser un nombre impressionnant de meetings et à inonder les quartiers ouvriers de la capitale de prospectus.

Un éditorial de *Soldat* à la veille des élections : "*Chaque ouvrier et chaque soldat va devoir décider s'il veut que les ouvriers se vautrent dans la boue et la puanteur des ghettos, sans écoles, sans éclairage, sans moyens de transport adéquats. Si c'est cela qu'il veut, alors il peut voter pour nos adversaires. En revanche, s'il veut que les rues des banlieues ouvrières, qui sont aujourd'hui de véritables nids infectieux, soient assainies, s'il veut les voir pavées, éclairés et parsemées d'écoles et de jardins, qu'il vote pour les bolcheviks*". (...) Mais surtout, le Parti chercha à capitaliser sur les craintes des secteurs populaires face au péril contre-révolutionnaire en assimilant tous ses rivaux aux offensives de l'extrême droite. (...) Les bolcheviks arrivaient juste derrière les SR.

6. L'ascension de Kornilov

Dans les campagnes, l'anarchie et la violence se répandaient parmi les paysans affamés de terres ; les villes étaient le siège de troubles permanents ; dans les usines, les ouvriers se radicalisaient ; le gouvernement était incapable de résister aux revendications d'autonomie des Finlandais et des Ukrainiens ; sur le front comme à l'arrière, les soldats ne cessaient eux aussi de se radicaliser ; on constatait des déficiences catastrophiques dans la production et la distribution des produits de première nécessité ; les prix grimpaient en flèche.

C'est le 21 août qu'on atteignit le fond : les Allemands occupaient Riga, port maritime vital de la Baltique. Des hordes de citoyens anxieux - du moins ceux qui en avaient les moyens - se préparaient à la hâte à abandonner Petrograd. (...) Au vu de la paralysie des autorités nationales, un nombre croissant d'industriels, d'hommes d'affaires, de représentants des intérêts de l'aristocratie, d'officiers - soit une bonne partie de l'opinion libérale et conservatrice - ainsi que les représentants des Alliés en Russie conclurent que la seconde coalition gouvernementale n'était pas plus viable que la première. A leurs yeux, le dernier espoir de rétablir l'ordre sur le front et de mettre un coup d'arrêt au chaos à l'arrière était une alliance des forces libérales antisocialistes et des forces conservatrices et l'instauration d'une dictature implacable susceptible d'éliminer les sources concurrentes d'autorité politique (le Soviet en priorité), de contenir la révolution et de mobiliser la population russe en défense de la mère patrie.

En août 1917, cette orientation était partagée par la majorité des Cadets et par divers grands groupes de pression centristes tels que l'Union panrusse du Commerce et de l'Industrie ou l'Union des propriétaires terriens, tous deux basés à Moscou. (...) La grande majorité du parti, sous la direction de Milioukov, virait clairement à droite. Pour

autant, cette tendance droitière n'était guère encline à participer directement à des préparatifs de coup d'Etat (même chose pour l'Union panrusse du commerce et de l'industrie et l'Union des propriétaires terriens). Convaincues que toute tentative d'instaurer une dictature risquait fort d'échouer si elle n'était pas soutenue à la fois par le cabinet et par le Soviet, ces factions cherchaient simplement pour l'instant à exercer une pression.

En revanche, d'autres groupes centristes et droitiers importants étaient beaucoup moins indulgents envers Kerenski et nettement moins enclins à prendre des gants. Comme on peut l'imaginer, parmi ces partisans de l'instauration d'une dictature à n'importe quel prix, on comptait plusieurs organisations d'officiers. (...) Les représentants d'une multitude d'organisations militaires commencèrent à proliférer autour du quartier général de l'armée à Moguilev, élaborant toute une série de machinations. En juillet en août, les plus importants de ces groupes de pression étaient d'une part l'Union des officiers de l'armée et de la marine, dont le comité central siégeait à Moguilev, et de l'autre la Ligue militaire et l'Union des chevaliers de Saint-Georges, toutes deux basées à Petrograd.

Mais fin juillet, c'était le général Lavr Kornilov qui s'était détaché du lot. (...) Après les événements de Février, Kornilov, de façon tout à fait opportuniste, feignit de s'adapter au nouveau climat politique. Il fut désigné commandant du district militaire de Petrograd. (...) Kornilov ne comprenait pas grand-chose aux intérêts contradictoires des divers groupes politiques et classes sociales de la société russe. Il ne voyait guère de différence, par exemple, entre la direction socialiste modérée du Soviet de Petrograd, qui, tout en essayant de parvenir à une paix de compromis négociée, soutenait néanmoins fermement l'effort de défense russe, et les bolcheviks, qui condamnaient non seulement la guerre mais également l'effort de défense. Il attribuait en effet au Soviet la responsabilité de la détérioration de la discipline militaire traditionnelle : n'était-ce pas à celui-ci qu'on devait la prolifération de tous ces comités et de ces commissaires politiques qui se mêlaient de ce qui ne les regardait pas ?

Un membre du cercle Zavoïko-Semionov entama des négociations avec Kornilov, qui accepta de travailler avec ce groupe. (...) Au début de l'offensive de juin, Kornilov était à la tête de la 8^e armée sur le front sud-ouest. (...) Kornilov devint (...) célèbre pour sa propension à conquérir du terrain au prix de lourdes pertes, et plus encore, à fusiller sans broncher les fuyards afin de restaurer la discipline. (...) Une fois nommé Premier ministre le 8 juillet (...), une des premières mesures de Kerenski fut de désigner Kornilov au poste de commandant du front sud-ouest.

Le programme de Kornilov était tellement alarmant qu'il redynamisa la protestation des ouvriers, des soldats et des marins contre le rétablissement de la peine capitale sur le front. (...) Filonenko (...) introduisit aussi des recommandations fondamentales concernant le contrôle drastique des usines et des chemins de fer. Tout

le réseau ferroviaire devait désormais être régi par la loi martiale ; en cas de refus d'obtempérer aux directives de leur hiérarchie, les cheminots devaient être punis de la même manière que les soldats rebelles au front - par une exécution sommaire. Filonenko recommanda l'installation de tribunaux militaires dans les principales gares. Une autre clause appelait à placer sous contrôle militaire les mines de charbon et toutes les industries produisant pour la défense (...) presque tous les établissements industriels). Les salariés devaient remplir des quotas minimaux de travail obligatoire : les réfractaires et les traînants seraient licenciés sur-le-champ et envoyés sur le front.

Le Premier ministre décida de ne pas franchir le Rubicon. (...) Kornilov, au contraire de nombre de ses partisans, gardait encore l'espoir que le gouvernement prenne conscience de la situation et se soumette pacifiquement à son autorité. (...) Néanmoins, il apparaît clairement que Kornilov était désormais préparé à agir de façon autonome en cas de besoin.

7. Kornilov contre Kerenski

La Conférence d'Etat de Moscou, qui se réunit entre les 12 et 14 août, mit en relief l'hostilité grandissante entre Kerenski et Kornilov, la polarisation croissante de la société russe et l'impuissance du Premier ministre face à la situation existante. En convoquant cette conférence fin juillet, l'idée de Kerenski était de familiariser les personnalités politiques représentatives de toute la Russie avec les graves problèmes du pays et d'obtenir leur soutien au programme du nouveau gouvernement de coalition.

D'un point de vue politique, les délégués étaient divisés entre d'un côté les libéraux et les conservateurs, pour la plupart partisans résolus de Kornilov et de mesures sévères de rétablissement de l'ordre, et de l'autre les socialistes modérés, qui, tout en reconnaissant la nécessité d'avoir un gouvernement à poigne, continuaient à vouloir tempérer la répression par un minimum de mesures de réforme.

Dès le 12 août, la crainte d'un coup d'Etat réactionnaire était si répandue que le soviet de Moscou décida de constituer un comité révolutionnaire provisoire de six membres censé contribuer à la protection du gouvernement et du Soviet. La participation active de deux bolcheviks moscovites, Viktor Noguine et Nikolai Pouralov, aux côtés de deux mencheviks et de deux SR au travail dudit Comité montre à quel point l'éventualité d'une telle offensive droite était prise au sérieux. Toujours en prévision du début de la conférence, le Bureau régional bolchevik de Moscou, très marqué à gauche, prit l'initiative d'organiser une grève sauvage de protestation le 12 août. (...) L'ampleur de la grève témoignait de la force et du sentiment des classes laborieuses, ainsi que de la résurgence de l'influence bolchevik.

Kornilov arriva en train à Moscou dans l'après-midi du 13 août. (...) Le même soir et le jour suivant, il y reçut dans son wagon un flot continu de visiteurs. Citons entre autres un groupe de Cadets influents mené par Milioukov, les financiers Alexeï Poutilov et A.I. Vichnegradski, le fameux Pourichkevitch et les généraux Verkhovski, Kaledine et Alekseïev. (...) Poutilov et Vichnegradski, qui représentaient la Société pour la réhabilitation économique de la Russie, lui proposèrent une aide financière substantielle pour l'aider à mettre en place un régime autoritaire débarrassé de toute présence socialiste.

Kerenski était déterminé à utiliser Kornilov pour ses propres fins, et il en était de même pour le général. Pendant ce temps, encouragées par l'ambiance de la Conférence de Moscou, les factions droitières de l'arrière et du front intensifiaient les préparatifs d'un coup d'Etat. La scène était prête pour une confrontation finale décisive.

Il semble que le Comité principal de l'Union des officiers, la Section militaire du centre républicain et la Ligue militaire aient conspiré ensemble pour organiser à Petrograd un putsch de droite coïncidant avec l'approche des troupes du front. Ce plan semble avoir été lié à une série de meetings de collectes de fonds prévus pour le 27 août par la direction du Soviet, jour anniversaire des six mois de la révolution de Février. Les conspirateurs portaient manifestement du principe que ces rassemblements provoqueraient des troubles qui pourraient être utilisés comme prétextes à la proclamation de la loi martiale, à l'élimination des organisations bolcheviks, à la dissolution du Soviet et à l'instauration d'une dictature militaire.

Pour s'assurer que des troubles avaient effectivement lieu, la presse de droite devait attiser les tensions dans la capitale tandis que des agitateurs se faisant passer pour des bolcheviks devaient visiter les usines et inciter les ouvriers au désordre. En dernier ressort, les conspirateurs étaient même prêts à mettre en scène une insurrection de gauche ; ce serait le moment choisi pour inviter les forces militaires qui convergeraient vers la capitale à rétablir l'ordre et à mettre en place un nouveau régime autoritaire.

C'est alors qu'une série d'événements extraordinaires fit voler en éclats l'illusion d'une coopération entre Kornilov et Kerenski, tout en désamorçant aussi les préparatifs du putsch. (...) Lvov, inquiet, estima qu'il était de son devoir de tout faire pour éviter un affrontement entre le Premier ministre et le commandant en chef. (...) Lvov quitta Petrograd (...) fit une courte escale à Moscou, où il fit circuler le bruit que Kerenski était disposé à reconstruire le gouvernement, à créer un "cabinet national" et, si nécessaire, à démissionner. (...) Lvov (...) implora le Premier ministre de s'éloigner le plus vite possible de Petrograd s'il voulait sauver sa vie. Persuadé que Lvov ne parlait pas sérieusement, Kerenski éclata de rire.

Cette dernière réunion officielle de la deuxième coalition s'éternisa jusqu'à 4 heures du matin (du 27 août). Après quoi Kerenski envoya à Kornilov un télégramme

laconique lui ordonnant de céder son poste de chef d'état-major au général Loukouski et de se rendre à Petrograd sans délai. Dès la réception de ce câble à Moguilev, quatre heures plus tard, un Loukouski interloqué télégraphia immédiatement en retour : "Il est trop tard pour stopper une opération initiée avec votre assentiment(...). Pour sauver la Russie, vous devez suivre Kornilov (...) je ne peux accepter le poste du général Kornilov".

A la mi-journée du 27 août, Kerenski avait donc commencé à planifier la défense de la capitale, décrétant la loi martiale et nommant Savinkov - sur qui on pouvait compter pour lutter contre l'extrême gauche aussi bien que contre Kornilov - gouverneur général en charge des préparatifs militaires. (...) Kerenski cherchait à détourner les troupes de Kornilov de la capitale.

Contraint de parler ouvertement, moi, le général Kornilov, je déclare que sous la pression de la majorité bolchevik des soviets, le Gouvernement provisoire agit en complète harmonie avec les plans de l'état-major allemand et simultanément avec le débarquement prochain des forces ennemies sur le littoral de Riga : c'est la fin de l'armée et la destruction des fondations mêmes de notre pays. 27 août 1917 Général Kornilov.

Après la publication de cette déclaration de guerre, Kornilov donna des instructions à ses subordonnés pour qu'ils poursuivent leur marche sur Petrograd le long des voies ferrées. (...) Le 27 août, à Dno, plusieurs unités de la Division sauvage montèrent à bord de trains à destination de la capitale. (...) Une bonne partie de la hiérarchie militaire ne tarda pas à se solidariser avec Kornilov. (...) Pris entre deux feux, certain de subir des représailles quel que soit le vainqueur, Kerenski perdit tout espoir, pratiquement convaincu que sa carrière politique touchait à sa fin

8. Les bolcheviks et la défaite de Kornilov

Dimanche 27 août. (...) Ce n'est qu'en milieu d'après-midi que les députés du Soviet se rendirent compte de la gravité et de l'urgence du problème auquel le gouvernement était confronté. Les dirigeants des divers partis représentés au Soviet commencèrent alors à organiser des réunions d'urgence. (...) Il fallut attendre 23h30 (...) pour que les Comités exécutifs panrusses convoquent une session plénière fermée au public pour évaluer la crise.

Les socialistes modérés, pour leur part, acceptèrent la version de Kerenski sur ses différends avec Kornilov, celle d'un complot soigneusement planifié contre la révolution et le gouvernement légitime. (...) Plutôt que de voter contre la résolution qui appelait au maintien d'une coalition sous l'égide de Kerenski, les bolcheviks s'abstinrent. Ils se rallièrent même aux mencheviks et aux SR pour convoquer une autre conférence d'Etat, exigeant tout au plus qu'elle soit "révolutionnaire", à savoir composée

exclusivement de groupes socialistes. (...) Au nom des bolcheviks, Lounatcharski, ignorant les décisions du sixième Congrès, déclara que "le moment était venu pour le Soviet de créer un gouvernement national". Il proposa une résolution dénonçant le caractère contre-révolutionnaire non seulement du mouvement de Kornilov, mais du Gouvernement provisoire, et appelant à la création d'un gouvernement d'ouvriers, de paysans et de soldats (ce que ses auditeurs interprétèrent comme un appel à transférer tout le pouvoir aux soviets).

Aux petites heures du matin, le danger qui menaçait la révolution fut présenté aux députés dans des termes encore plus alarmants. (...) Même les bolcheviks, tout en protestant avec véhémence contre (...) Kerenski, annoncèrent néanmoins que si le gouvernement menait une véritable lutte contre la contre-révolution, ils *"formeraient une alliance militaire avec lui"*.

Les dirigeants du Soviet diffusèrent des appels d'urgence aux principales institutions et organisations : comités de l'armée et du front, soviets de province, travailleurs des postes et des chemins de fer et soldats de la garnison de Petrograd. Les instructions étaient de refuser les ordres en provenance de la Stavka, de surveiller de près et de bloquer la progression des forces contre-révolutionnaires, de perturber la correspondance et les communications entre les éléments hostiles à la révolution et de faire appliquer sans aucune hésitation les ordres du Soviet et du Gouvernement provisoire.

Les Comités exécutifs constituèrent un organe de défense militaire extraordinaire (...) qui commença à fonctionner dans l'après-midi du 28 août. Au départ, ledit comité était censé inclure, entre autres, trois représentants des mencheviks, trois SR et même trois bolcheviks. La présence des derniers était un signe que les autorités reconnaissaient à contrecœur leur importance et leur influence croissantes auprès des masses.

Trotsky, qui allait bientôt jouer un rôle décisif dans les destinées du Parti, croupissait encore en prison. Lénine et Zinoviev restaient dans la clandestinité. (...) Lénine (...) furieux, (...) voyait là une preuve supplémentaire de la réticence de nombre de ses camarades à couper définitivement les ponts avec les mencheviks et les SR. Partant de l'hypothèse que le Gouvernement provisoire et la majorité socialiste n'étaient pas moins hostiles à la révolution que *"Kornilov et ses cosaques"*, Lénine soutenait :

le bolchevik dirait : "Nos ouvriers et nos soldats combattront les troupes contre-révolutionnaires" (...) mais ce ne sera pas pour défendre le gouvernement (...), ce sera pour défendre la révolution en toute indépendance, en poursuivant leurs propres fins (...). Le bolchevik dirait aux mencheviks : "Nous nous battons, naturellement, mais nous ne consentons pas à la moindre alliance politique avec vous" (...).

Dans les instructions mises en appendice à son texte, Lénine exigeait que le Comité central lance une enquête officielle sur le comportement des dirigeants bolcheviks locaux durant la Conférence d'Etat de Moscou et demandait que tous les responsables du Parti coupables d'avoir participé à un bloc soient destitués de leurs postes au sein du Comité central et du Comité de Moscou.

Le Comité de Pétersbourg était en session d'urgence (...) dans le district de la Narva. (...) A un moment particulièrement enflammé du débat, un représentant anonyme d'un comité de district attira brusquement l'attention sur les questions pratiques : *"On ne raconte que des salades ici. Sous prétexte d'analyser la situation, on tire à vue sur la Commission exécutive ! On ferait mieux d'étudier les mesures de défense concrètes !"*

On aborda donc la question des préparatifs de combat. Dès lors, même Boubnov dut bien admettre que, au moins pour des "raisons d'échanges d'information", le Parti devait rester en contact avec l'organisme de défense créé par la direction du Soviet. Un réseau de communications d'urgence fut mis en place : des représentants de chaque district seraient postés au quartier général du Comité, tandis que les sièges des comités de district et des comités d'atelier seraient surveillés vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La Commission exécutive fut chargée d'imprimer des tracts appelant aux armes les ouvriers et les soldats et de planifier les actions militaires de rigueur. Elle ordonna à tous les agitateurs du Parti de se mobiliser dans les quartiers ouvriers dès le lendemain. Enfin, une série de militants furent désignés pour coordonner les préparatifs de défenses propres aux bolcheviks avec ceux des principales organisations de masse de la capitale.

Pendant la révolution de Février, on avait vu émerger sur tout le territoire russe des comités révolutionnaires *ad hoc* similaires au Comité de lutte ; des organismes analogues avaient resurgi à une échelle plus modeste à l'époque des crises de juin-juillet et pendant la panique contre-révolutionnaire de la mi-août. L'immense majorité de ces comités n'eurent qu'une brève durée de vie, ce qui les distinguait en partie d'organes permanents comme les soviets. Rassemblant des représentants de tous les groupes de gauche, ce type de comités *ad hoc* répondait au besoin de disposer d'organisations militaires révolutionnaires suffisamment légitimes et capables d'intervenir rapidement en cas d'urgence. En réaction à la crise kornilovienne, on les vit pousser comme des champignons après une pluie d'été ; entre les 27 et 30 août, il s'en créa plus de 240 dans différentes régions de Russie, souvent à l'initiative de soviets urbains ou ruraux. Dans la seule région de Petrograd, outre le Comité de lutte - institué par les Comités exécutifs panrusses pendant la nuit du 27 au 28 août -, une série de comités *ad hoc* chargés d'organiser et de mobiliser les masses, de veiller à l'approvisionnement en armes et en munitions, de garantir la fourniture des services de base et de diriger et coordonner la défense de la révolution furent créés en hâte par le

Soviet de Petrograd, la Conférence interdistricts, plusieurs soviets de district et des soviets de marins de Reval, Helsingfors et Kronstadt.

De son côté, le Gouvernement provisoire était isolé et ne jouissait que d'un faible degré d'autorité dans les secteurs de la population russe les plus hostiles à Kornilov ; en outre, de nombreux hauts fonctionnaires du gouvernement sympathisaient secrètement avec Kornilov et ne faisaient guère d'effort pour le combattre. C'est ce qui explique que le Comité de lutte, et en particulier sa section militaire, se retrouva de fait à occuper la fonction de quartier général de la résistance à la contre-révolution. Formé le 28 août, il était composé de trois bolcheviks, trois mencheviks, trois SR, dix représentants des Comités exécutifs panrusses, deux représentants du Syndicat central et deux représentants des soviets de Petrograd ; un représentant de la Conférence interdistricts vint le renforcer le 29 août. Outre la section militaire, il comprenait aussi un commissariat politique et une section d'information. Il publiait un flux ininterrompu de bulletins d'urgence diffusés par l'agence télégraphique de Petrograd qui répercutaient amplement les appels et les directives du gouvernement, des soviets et d'autres organisations de masse et tenait les citoyens informés des dernières nouvelles dans les domaines politique et militaire. Il facilitait aussi l'approvisionnement en armes et munitions des unités de la garnison, commençait à s'occuper de la gestion des réserves de nourriture et envoyait des émissaires du Soviet auprès des forces ennemies pour les haranguer. Enfin, avec l'aide des syndicats de cheminots et de travailleurs des communications, le Comité de lutte s'efforçait de perturber l'avance de Kornilov en direction de la capitale.

Néanmoins, les moments décisifs de la crise se succédèrent avec une telle rapidité qu'il s'avéra impossible de coordonner de façon efficace la campagne contre la droite, même dans la région de Petrograd. Mais cette coordination n'était guère nécessaire. Galvanisées par les nouvelles de l'offensive de Kornilov, toutes les organisations politique situées à gauche des cadets, toutes les organisations de travailleurs minimalement significatives, tous les comités de soldats et de marins, se mobilisèrent aussitôt pour combattre le général félon. On aura du mal à trouver dans l'histoire récente un exemple plus massif et efficace d'action politique de masse unifiée et largement spontanée.

A l'instigation du Comité central révolutionnaire de Peterhof, on distribua des armes aux ouvriers d'usine et on leur ordonna de creuser des tranchées, d'ériger des barricades et de tendre des fils barbelés dans les faubourgs méridionaux de la ville ; parallèlement, d'autres ouvriers étaient chargés de surveiller les activités des adeptes potentiels de la réaction, de protéger les usines et de contribuer au maintien de l'ordre.

Le Comité exécutif panrusse des Travailleurs des chemins de fer (Vikjel) (...) le 28 août (...) envoya un télégramme aux points clés du réseau ferroviaire russe l'ordre de retenir les "télégrammes suspects" et de tenir le comité informé de la taille et de la

destination de toutes les unités militaires non identifiées voyageant par train. Les cheminots furent autorisés à interrompre le mouvement des forces contre-révolutionnaires par tous les moyens, y compris en séquestrant des wagons, en désertant leur poste et, si nécessaire, en démantelant les rails et en bloquant les voies.

Dans les heures qui suivirent l'annonce publique de l'état d'urgence provoqué par l'offensive de Kornilov, les alarmes des usines retentirent à travers Petrograd. De leur propre initiative, sans aucune instruction des autorités supérieures, les ouvriers renforcèrent la sécurité autour des bâtiments et des terrains industriels et formèrent des détachements de combat. Les 28 et 29 août, on pouvait voir dans les zones industrielles de longues files d'ouvriers attendant d'être enrôlés dans un de ces détachements, qu'on s'habitua bientôt à désigner sous le nom de "gardes rouges".

Le comité d'usine de l'immense fabrique d'armement de Sestroretsk fournit quelques milliers de fusils et une quantité limitée de munitions à ces récentes unités de gardes rouges. D'autres armes furent prélevées sur l'arsenal de la forteresse Pierre-et-Paul et des soldats de la garnison, mais la demande dépassait l'offre. Pendant la durée de la crise, de nombreux gardes rouges fraîchement recrutés furent formés au maniement des armes par des soldats affectés à cette tâche par l'Organisation militaire bolchevik.

C'est dans la nuit du 27 août que Kronstadt avait appris la nouvelle de la conspiration de Kornilov par les marins du croiseur *Aurora*. (...) Trois mille marins bien équipés, dont une bonne partie avait participé au soulèvement de juillet à Pétrograd, partirent pour la capitale à l'aube du 29 août. Une fois débarqués sur les quais de l'île Vassilevski, ils furent déployés en protection des gares, des ponts, de la poste centrale, de la centrale télégraphique et téléphonique, du palais d'Hiver et d'autres bâtiments administratifs clés.

La supériorité écrasante de la gauche sur les forces pro-Kornilov ne tarda pas à se manifester. Les mesures prises par les socialistes modérés et les bolcheviks pour que les ouvriers d'usine ne se laissent pas prendre aux provocations des agitateurs de droite atteignirent leur objectif. (...) la prompte intervention des cheminots et des télégraphistes empêcha dès le départ les dirigeants réactionnaires de la capitale d'entrer en contact avec les forces contre-révolutionnaires de l'extérieur. Dans les unités de la garnison, la poignée d'officiers suffisamment téméraires pour afficher leur sympathie envers Kornilov, ou même une simple réticence à le combattre, fut tout simplement ignorée par les activistes et la troupe, qui estimaient qu'il serait toujours temps de leur régler leur compte plus tard.

C'était les troupes de la Division sauvage qui constituaient la menace la plus immédiate sur la capitale. Le soir du 28 août, des détachements des régiments ingouches et tcherkesses atteignirent Vyritsa, à seulement soixante kilomètres de Petrograd. Mais les cheminots y avaient bloqué la voie avec des wagons remplis de

bois d'œuvre et avaient démonté les rails sur plusieurs kilomètres. (...) Pendant que leurs officiers rageaient d'impuissance, les hommes de troupe étaient harangués par un flot continu d'agitateurs. (...) la division montée d'Oussourisk connut à peu près le même sort. (...) Comme leurs camarades de la Division sauvage, les soldats de la division d'Oussourisk se laissèrent rapidement convaincre de ne pas obéir aux ordres de leurs officiers et de prêter serment de fidélité au Gouvernement provisoire.

Le fait est que tout au long de la crise, il n'y eut presque aucun accrochage entre les forces de Kornilov et celles du gouvernement. (...) Sur le front sud-ouest, le fervent général Denikine avait été incarcéré par ses propres troupes. (...) Le général Krymov se réunit avec Kerenski au palais d'Hiver dans la matinée du 31 août. (...) Se retirant dans une chambre, soi-disant pour se reposer, il griffonna un bref message à Kornilov et se tira une balle dans le cœur.

9. La question du nouveau gouvernement

L'effondrement rapide du mouvement de Kornilov mit au premier plan le problème épineux de savoir quel type de gouvernement pourrait remplacer la défunte seconde coalition. (...) Mais plus que jamais obsédé par la crainte de l'extrême gauche et aspirant toujours à renforcer d'une façon ou d'une autre l'effort de guerre, Kerenski se comportait désormais comme si l'affaire Kornilov n'avait jamais eu lieu. (...) Kerenski commença à former le projet d'instaurer un gouvernement autoritaire de préservation de la loi et de l'ordre, soit un cabinet de coalition entre les socialistes de droite et les libéraux au sein duquel l'influence des Cadets serait plus forte que jamais.

Une assemblée conjointe du soviet de Helsingfors, du Comité régional exécutif de l'Armée, de la Marine et des Travailleurs en Finlande et de représentants des comités de la flotte de la région adopta le 2 septembre une résolution. "Nous exigeons avec la plus grande fermeté que le Comité exécutif central s'abstienne d'accorder sa confiance à un cabinet de coalition (avec la bourgeoisie), et qu'il convoque immédiatement le deuxième Congrès panrusse des députés des Ouvriers, des Soldats et des Paysans", appelant ainsi à la formation d'un gouvernement des soviets.

L'idéal des marins de Kronstadt était un gouvernement démocratique des soviets au sein duquel tous les groupes socialistes pourraient travailler efficacement en faveur d'un programme révolutionnaire, à la manière de ce qu'eux-mêmes avaient fait dans le cadre de leur propre soviet depuis le mois de mars. (...) Même les ouvriers des usines qui avaient été jusque-là sous hégémonie SR ou menchevik ainsi que les soldats les moins radicalisés de la garnison (...) étaient désormais devenus hostiles au gouvernement. (...) Toutes partageaient trois caractéristiques : le souci que Kornilov et ses partisans soient sévèrement châtiés afin d'éviter de nouvelles offensives de la

"contre-révolution", une aversion envers la collaboration politique avec les classes possédantes sous quelque forme que ce soit, et une préférence pour la création immédiate d'un gouvernement exclusivement socialiste qui mettrait fin à la guerre.

Tel était le type de pression auquel étaient soumis les membres des Comités exécutifs panrusses au moment de se réunir pour examiner la question du gouvernement vers la fin de l'après-midi du 31 août. (...) Kamenev proposa que les délégués adoptent une déclaration politique générale. (...) lui-même qui avait rédigé ladite déclaration. (...) L'insistance de ce document sur la formation d'un gouvernement révolutionnaire visant la création d'une république démocratique plutôt que celle d'une dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre était manifestement une idée de Kamenev et reflétait bien le point de vue défendu avec constance par les bolcheviks modérés sur le développement de la révolution. En même temps, la formulation de Kamenev exprimait de façon succincte et énergique les aspirations politiques des ouvriers et des soldats de Petrograd telles qu'elles se manifestaient dans le sillage de l'expérience Kornilov.

Il est extrêmement important d'observer qu'alors que la déclaration politique proposée par Kamenev était universellement interprétée comme un appel de tout le pouvoir politique aux soviets, Kamenev lui-même n'insistait pas sur ce point, étant donné qu'il envisageait clairement la possibilité de former un cabinet socialiste qui compterait en son sein des représentants d'institutions "démocratiques" telles que les syndicats, les zemstvos, les doumas municipales et les coopératives, lesquelles ne faisaient pas nominalement partie du Soviet.

Le 1er septembre (...) les députés rejetèrent la résolution des SR et adoptèrent la déclaration de Kamenev comme plate-forme politique. (...) Pourtant (...) la répugnance des socialistes modérés à rompre avec le régime existait persistait. (...) Au petit matin du 2 septembre, les députés épuisés (...) rejetèrent les déclarations des bolcheviks et des mencheviks-internationalistes. Ils adoptèrent à leur place une résolution parrainée en commun par les mencheviks et les SR. Cette dernière plaidait pour la convocation rapide d'une Conférence démocratique d'Etat censée parvenir à une décision finale sur la question du gouvernement ; entre temps, elle appelait à continuer à soutenir le régime en place tel qu'il avait été constitué par Kerenski.

Les SR étaient déchirés par des controverses (...). Tandis qu'une faction conservatrice encore influente dirigée par Avkstentiev insistait sur la nécessité de préserver un gouvernement de coalition amplement représentatif incluant les Cadets, l'ancien ministre de l'Agriculture, Tchernov, ne voulait plus entendre parler de ces derniers. Mais en même temps, Tchernov était opposé à l'idée d'un gouvernement exclusivement socialiste et partageait avec de nombreux mencheviks de droite l'espoir d'attirer au sein du cabinet des représentants de la bourgeoisie susceptibles de

collaborer avec les socialistes dans la mise en œuvre d'un programme de réformes significatif.

Pendant la deuxième semaine de septembre, les SR de gauche prirent le contrôle des comités socialistes-révolutionnaires locaux de Petrograd ; simultanément, ils lancèrent une campagne pour la convocation d'un Congrès national des Soviets et la formation d'un gouvernement socialiste homogène responsable devant les organes de la démocratie.

Les soviets, prônant désormais une orientation beaucoup plus radicale, émergèrent de la crise avec un niveau de popularité sans précédent auprès des masses. Le terrain de la Russie révolutionnaire était plus que jamais saturé d'organisations politiques de base et de comités révolutionnaires concurrents. Les travailleurs étaient plus radicalisés et mieux organisés, et nombre d'entre eux avaient obtenu des armes. Parallèlement, les comités démocratiques dans les rangs de l'armée (...) connaissaient un regain d'activité. Au sein de la garnison de Petrograd, le contrôle de nombreux comités de régiment était passé aux mains des bolcheviks. Le peu d'autorité morale que les officiers conservaient auprès des troupes avait été gravement affecté par l'expérience Kornilov. (... Pour la plupart des hommes de troupe, , la *kornilovchtchina* apparaissait comme une conspiration contre leurs intérêts et contre la révolution de la part du haut commandement militaire et de Kerenski.

10. "Tout le pouvoir aux soviets"

Pendant toutes ces dernières journées critiques du mois d'août, Lénine était resté dans son refuge clandestin d'Helsingfors, la capitale de la Finlande. (...) Le matin du 30 (...) il rédigea une lettre de recommandations tactiques au Comité central. (...) Sans se prononcer sur la question cruciale de savoir jusqu'à quel point les membres du parti pourraient se permettre de coopérer avec les socialistes majoritaires dans les préparatifs de défense, il exhortait simplement ses camarades à éviter à la fois de soutenir directement Kerenski et d'essayer de le renverser. Les bolcheviks devaient plutôt se saisir de toutes les occasions d'exposer les faiblesses et les défauts de Kerenski et faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette en œuvre des "mesures partielles" telles que l'arrestation de Milioukov, l'armement des travailleurs, le rapatriement des forces navales à Petrograd, la dissolution de la Douma d'Etat, la législation des transferts de terre aux paysans et l'introduction du contrôle ouvrier dans les usines.

L'acceptation tacite de la collaboration avec les autres groupes pour combattre Kornilov et l'insistance sur la nécessité de faire pression en faveur de "mesures partielles" se démarquaient des positions antérieures de Lénine, lorsqu'il soutenait que

les bolcheviks devaient garder leurs distances par rapport aux mencheviks et aux SR et que la tâche prioritaire du parti était la conquête directe du pouvoir par le prolétariat dans les plus brefs délais. Comme nous l'avons vu, c'était là précisément la position adoptée pendant les dernières journées du mois d'août par la plupart des dirigeants du parti à Petrograd.

Plus spécifiquement, il proposait un compromis avec les socialistes majoritaires qui fonctionnait en gros dans ces termes : pour le moment, les bolcheviks abandonneraient leur revendication de transfert du pouvoir aux mains d'un gouvernement composé de représentants du prolétariat et de la paysannerie pauvre et reviendraient officiellement au slogan d'avant juillet, "Tout le pouvoir aux soviets !". En échange de quoi les mencheviks et les SR prendraient le contrôle d'un gouvernement responsable devant le Soviet de Petrograd. partout en Russie, le pouvoir politique serait transféré à des soviets locaux. Les bolcheviks ne participeraient pas au gouvernement et se verraient garantir la pleine liberté de militer pour leur propre programme. (...) Lénine était maintenant disposé à abandonner l'usage de la violence armée et à concourir au sein des soviets par des moyens politiques si les mencheviks et le SR rompaient avec la bourgeoisie.

Le 3 septembre, alors que Lénine s'apprêtait à envoyer "Au sujet des compromis" à Petrograd, il apprit la création du Directoire, la réticence fondamentale de la majorité des socialistes modérés à entériner la formation d'un gouvernement exclusivement socialiste et, au contraire, leurs efforts pour organiser un nouveau cabinet de coalition avec des représentants de la bourgeoisie n'appartenant pas aux Cadets. (...) Lénine ajouta un bref post-scriptum : (...) mon offre de compromis arrive sans doute trop tard".

Le 14 septembre (...) Lénine poursuivait :

Le mot d'ordre "Le pouvoir aux soviets" est très fréquemment, sinon dans la plupart des cas, compris de façon absolument fausse, dans le sens de "ministère formé par les partis qui ont la majorité dans les soviets" (...) "Le pouvoir des soviets", cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'Etat, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique. La suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans : la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'Etat, dans l'application de réformes et de transformations sociales.

Seul un régime des soviets, suggérait-il, aurait suffisamment de courage et d'esprit de décision pour instituer un monopole des céréales, imposer des contrôles efficaces sur la production et la distribution, restreindre l'émission de papier-monnaie, assurer un échange équitable du blé contre les produits manufacturés, etc. (...) Créer un tel gouvernement, "hardi et décidé", reviendrait à instaurer une "dictature du prolétariat

et des paysans pauvres", dont il avait déjà souligné la nécessité dans ses "Thèses d'avril". (...) Lénine assurait à ses lecteurs que quarante-huit heures après sa formation, 99 pour cent des hommes en uniforme se transformeraient en partisans enthousiastes de la dictature

De fait, pendant les premières semaines de septembre, sous la direction du Comité central, les bolcheviks de Petrograd consacrèrent plus d'efforts à des tâches en phase avec la possibilité d'une évolution pacifique de la révolution qu'à l'approfondissement de leurs divergences avec les modérés ou à préparer les masses à la conquête armée du pouvoir dans un bref délai, dans l'esprit des directives de Lénine au sixième Congrès. En particulier, ils mirent toute leur énergie à gagner le soutien d'éléments encore hésitants du camp menchevik-SR à l'idée d'une rupture complète avec la bourgeoisie.

En fin de compte, la stratégie avisée des bolcheviks au sein du Soviet de Petrograd tourna à leur avantage. Lorsque les résultats du scrutin du 9 septembre (...) furent annoncés (...) le présidium comprenait désormais deux SR, un menchevik et quatre bolcheviks (Trotsky, Kamenev, Rykov et Fedorov).

L'espoir que la Conférence démocratique d'Etat récuse la politique de coalition et prenne des mesures dans le sens de la formation d'un nouveau gouvernement exclusivement socialiste fut durement démenti dès lors que l'origine respective de ses 1198 délégués fut connue. (...) La proportion de sièges alloués aux soviets de travailleurs urbains et de soldats et aux syndicats, organisations au sein desquelles les bolcheviks étaient le plus présents, était faible en comparaison avec la représentation accordée aux soviets ruraux, aux zemstvos et aux coopératives, encore dominés par les modérés.

La plateforme bolchevik (...) déclarait sans ambages que les bolcheviks n'avaient pas essayé de s'emparer du pouvoir contre la volonté de la majorité des masses travailleuses, et qu'ils ne sauraient le faire. Dans les termes proches de ceux de Lénine, il y était affirmé qu'en vertu de la pleine liberté d'agitation et de la continuelle régénération des soviets à partir de leur base, c'est au sein de ces derniers que prendrait place la lutte pour l'influence et le pouvoir. mais en même temps, la plateforme divergeait de "Au sujet des compromis", en cela qu'elle n'excluait pas la possibilité que les bolcheviks puissent faire partie d'un gouvernement des soviets ; il semble que cela ait été le résultat de l'influence de Kamenev.

Parmi les délégués (...) 532 se déclaraient SR (dont 72 SR de gauche), 530 mencheviks (dont 56 mencheviks-internationalistes), 55 socialistes populaires (...). On ne comptait que 134 bolcheviks. (...) Alors que Kamenev plaidait pour la création d'un cabinet d'ample coalition démocratique (reflétant les divers groupes invités à la Conférence démocratique d'Etat) et contre un régime exclusivement basé sur les soviets, Trotsky défendait pour sa part le transfert intégral du pouvoir à ces derniers.

L'important, c'est que tant Kamenev que Trotsky, à l'instar de la plupart des bolcheviks de Petrograd, voyaient d'un bon œil les travaux de la Conférence démocratique d'Etat et les perspectives d'une évolution pacifique de la révolution. (...) On peut imaginer le choc éprouvé par les dirigeants du Parti lorsque, le 15 septembre, ils reçurent deux lettres rédigées par ce dernier (Lénine) dans lesquelles il abandonnait complètement les positions modérées exprimées dans "Au sujet des compromis" et exhortait les bolcheviks à assumer la tâche de préparer un soulèvement armé dans les plus brefs délais.

Lénine avait apparemment plusieurs raisons qui se renforçaient mutuellement pour effectuer un tournant aussi radical (...) : la force des positions d'extrême gauche en Finlande ; le soutien majoritaire au programme bolchevik au sein des soviets de Moscou et de Petrograd, ainsi que dans une série d'autres soviets régionaux ; la propagation massive des révoltes de paysans affamés de terres dans les campagnes ; la désintégration croissante des forces armées sur le front et les revendications de plus en plus insistantes des soldats en faveur d'une paix immédiate ; les signes d'agitation révolutionnaire dans les rangs de la marine allemande. Toutes ces évolutions semblent avoir encouragé chez Lénine l'espoir que la prise du pouvoir par les bolcheviks jouirait d'un fort soutien en milieu urbain et ne rencontrerait plus d'opposition substantielle dans les provinces et sur le front.

D'un autre côté, Lénine semble avoir été réellement alarmé par la possibilité que le gouvernement parvienne d'une façon ou d'une autre à freiner l'élan révolutionnaire en négociant une paix séparée, en livrant Petrograd aux Allemands, en manipulant les élections à l'Assemblée constituante ou en provoquant une insurrection populaire désorganisée. Il était aussi apparemment préoccupé par l'éventualité que, si le Parti temporisait trop longtemps, il commence à perdre son influence au sein des masses et devienne incapable de stopper la dérive de la Russie vers la complète anarchie.

La première des lettres de Lénine, adressées en l'occurrence au Comité central et aux comités de Moscou et de Pétersbourg, commençait ainsi : "Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et *doivent* prendre en main le pouvoir. Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir pour conquérir le pouvoir et le conserver." La Conférence démocratique d'Etat, insistait-il, "ne représente pas la majorité du peuple révolutionnaire, mais *seulement les dirigeants petits-bourgeois conciliateurs*".

Pourquoi les bolcheviks devaient-ils prendre le pouvoir "précisément *aujourd'hui*" ? Parce que d'après Lénine, "la reddition imminente de Petrograd nous donnera cent fois moins de chances".

Dans sa deuxième missive, intitulée "le marxisme et l'insurrection" et adressée au seul Comité central, Lénine soutenait que "considérer l'insurrection comme un art" n'était nullement du blanquisme, mais un principe fondamental du marxisme. Pour réussir, écrivait-il, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur le prolétariat et sur l'élan révolutionnaire du peuple.

"Nous étions tous abasourdis", se rappellera Boukharine quelques années plus tard. Quittant en hâte le théâtre Alexandra pour leur propre quartier général, plusieurs membres du Comité central se réunirent en session secrète d'urgence pour discuter des lettres de Vladimir Ilitch. (...) La plupart des présents souhaitaient apparemment qu'elles soient discrètement détruites. (...) D'après le compte-rendu officiel, le Comité vota en faveur de conserver une seule copie de chaque lettre et de prendre des mesures pour éviter un mouvement d'agitation.

Les bolcheviks ne relâchèrent pas leurs efforts pour convaincre les délégués à la conférence de rompre avec la bourgeoisie et de prendre les premières mesures visant à la création d'un gouvernement révolutionnaire. (...) Pour Lénine, la présentation de la plateforme bolchevik à la Conférence démocratique d'Etat était un signe indéniable que la direction du Parti rejetait les thèses contenues dans ses missives de la mi-septembre. (...) C'est à ce moment-là que Lénine décida de rentrer sur-le-champ à Petrograd malgré le fait que le Comité central lui avait expressément interdit de le faire, officiellement mu par le souci de sa sécurité.

Le principe de la coalition avec la bourgeoisie fut accepté par 766 voix pour, 688 contre et 38 abstentions. Ce vote confirma les appréhensions des bolcheviks concernant la composition de la conférence. (...) Face à ce résultat très serré, Tseretelli (...) proposa qu'on essaye de parvenir à un consensus sur le programme politique que devrait mettre en œuvre le gouvernement et de laisser la composition spécifique du cabinet à la discrétion d'un organe représentatif permanent sélectionné par la Conférence (...) jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante.

Pendant la dernière phase de cette négociation, le programme du 14 août fut révisé dans le sens de la modération pour le rendre acceptable aux Cadets. (...) La voie était désormais libre pour que Kerenski puisse nommer officiellement un nouveau cabinet de coalition, ce qu'il fit le 25 septembre. ce dernier incluait quatre Cadets.

Même les fonctionnaires du Parti qui partageaient les idées fondamentales de Lénine concernant la nécessité et la faisabilité imminente d'une révolution socialiste en Russie ne croyaient guère à la possibilité de mobiliser avec succès les masses derrière "la charge à la baïonnette immédiate" envisagée par Vladimir Ilitch. En partie en a-raison de leur interaction continue avec les ouvriers et les soldats, des dirigeants comme Trotsky, Boubnov, Sokolnikov et Sverdlov possédaient ce qu'on peut considérer comme une perception réaliste des limites de l'influence du Parti et de son autorité auprès des masses, ainsi que de l'attachement de ces dernières aux soviets en tant qu'organes

démocratiques légitimes au sein desquels tous les groupes authentiquement révolutionnaires travailleraient main dans la main pour accomplir la révolution.

Trotsky escomptait qu'un Congrès des Soviets transférerait le pouvoir à un gouvernement de l'extrême gauche travaillant pour une paix immédiate et un programme radical de transformation interne. (...) Pour la faction de Kamenev, il était essentiel de (...) discréditer la politique de coalition et maintenir une alliance avec les éléments hésitants du camp menchevik-SR dans le but de consolider le futur Congrès des Soviets un bloc socialiste aussi ample et vigoureux que possible.

Au contraire, pour les dirigeants partageant la sensibilité de Trotsky, l'abandon ostentatoire de la Conférence démocratique d'Etat et le boycott du Préparlement constituaient le prélude nécessaire à l'utilisation du Congrès des Soviets pour rompre de façon décisive avec les éléments conciliateurs, transférer le pouvoir aux soviets et renouer avec la voie de la révolution en s'alliant à tous les groupes authentiquement révolutionnaires disposés à l'emprunter eux aussi.

Lors de sa réunion matinale du 21 septembre, le Comité central bolchevik adopta une sorte de compromis (...) : il fut décidé de ne pas abandonner formellement la conférence, mais plutôt de protester contre les actions des partisans d'un gouvernement de coalition en se retirant du présidium.

Le 23 septembre, à l'instigation des bolcheviks, le Comité central exécutif rencontra les délégués des soviets de province à la Conférence démocratique d'Etat, et il fut décidé de convoquer un Congrès national des Soviets pour le 20 octobre.

Au sein du Soviet de Petrograd (...) le 25 septembre, le nouveau présidium dominé par les bolcheviks entra officiellement en fonction. Accueilli par des clameurs d'approbation, Trotsky assumait de nouveau la direction du Soviet de Petrograd, une position qu'il avait déjà occupée en 1905, lorsqu'il s'était pour la première fois distingué par ses dons exceptionnels de tribun révolutionnaire. (...) Trotsky renouait avec ce passé : "Nous appartenons à des partis distincts et avons chacun notre propre travail à mener, mais dans l'orientation du travail du Soviet de Petrograd, nous respecterons les droits individuels et la complète liberté de toutes les fractions : le bras du présidium ne sera jamais utilisé pour étouffer une minorité".

Les bolcheviks présentèrent aux députés une résolution rédigée par ce même Trotsky et exprimant le refus des ouvriers et des soldats de soutenir la nouvelle coalition. Aussitôt approuvée par une majorité écrasante, le texte en question exprimait ma certitude que toutes les forces démocratiques révolutionnaires accueilleraient la formation du nouveau gouvernement par le slogan "Démission !".

11. La campagne de Lénine en faveur d'une insurrection

Lénine (...) était convaincu que la direction du parti à Petrograd était en train de laisser passer le moment opportun pour renverser sans trop de difficultés le Gouvernement provisoire. (...) Lénine écrivait ainsi : "les bolcheviks devaient partir (de la Conférence démocratique d'Etat) en signe de protestation. Les délégués bolcheviks devaient à 99% se rendre dans les usines et dans les casernes."

Entre le 22 et le 24 septembre, Lénine travailla sur un nouvel article, "Notes d'un publiciste". Le jour suivant, le 23 septembre, Lénine écrivait : "Trotsky s'est déclaré partisan du boycott. Bravo, camarade Trotsky ! La thèse du boycott a été repoussée à la fraction bolchevique de la Conférence démocratique. Vive le boycott ! Nous ne pouvons ni ne devons en aucun cas accepter l'idée de la participation. La fraction d'une Conférence n'est pas l'organe suprême du parti."

Le comité de rédaction de *Rabotchii Pout*, composé par Sokolnikov, Trotsky, Kamenev, Staline et Volodarski, décida de ne pas publier "Notes d'un publiciste", en lieu de quoi, le 26 septembre, commença la publication des "Tâches de la révolution", un des articles rédigés pendant la période de "modération" de Lénine début septembre, lorsqu'il envisageait encore sérieusement la possibilité d'un compromis avec les modérés.

La patience de Lénine était à bout. (...) Il alla jusqu'à présenter sa démission du Comité central (...) "ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande, *dans les rangs* du parti et au congrès du parti."

(le 3 ou 4 octobre), plusieurs appels de Lénine parvinrent aussi aux mains des dirigeants radicaux du Comité de Pétersbourg. dans la période d'avant juillet, la direction de cette organisation s'était fréquemment positionnée largement plus à gauche que le Comité central sur certaines questions concernant le développement de la révolution ; à l'occasion, elle s'était prononcée de façon autonome au moment de trancher des questions politiques majeures.

Cela avait entraîné des frictions entre le Comité de Pétersbourg et le Comité central et, au lendemain des journées de juillet, ces deux organismes étaient parvenus à une espèce d'accord tacite : le Comité de Pétersbourg ne prendrait aucune décision susceptible d'affecter le pays tout entier sans d'abord obtenir le consentement du Comité central, et au moment de prendre des décisions politiques majeures, ce dernier consulterait les camarades de Petrograd.

Lorsqu'ils prirent connaissance des missives de Lénine, les dirigeants du Comité de Pétersbourg se rendirent compte pour la première fois que le Comité central avait grossièrement violé cet accord tacite. Non seulement il avait rejeté la proposition de Lénine d'organiser une insurrection armée sans les consulter, mais il s'était employé activement à dissimuler et falsifier les vues du leader bolchevik pendant toute la

deuxième moitié du mois de septembre. Il se trouve que la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg, qui comptait neuf membres, était nettement divisée entre une forte majorité sensible aux appels de Lénine et une minorité qui ne cachait pas qu'elle les considérait comme prématurés. Leur première réaction fut d'exiger formellement une réunion immédiate entre le Comité central et des représentants des organisations de Moscou et de Petrograd pour débattre de la future ligne tactique du Parti.

C'est donc à l'unanimité moins une voix qu'il fut décidé que les délégués du Parti abandonneraient solennellement le Préparlement lors de sa session inaugurale.

Volodarski affirmait (...) une autre raison de temporiser. (...) "La ligne révolutionnaire correcte consiste à rejeter les compromis mais pas à forcer les événements (...) tout en consolidant notre capacité militaire de telle sorte que nous puissions nous emparer du pouvoir à partir du moment où cela sera devenu inévitable". Le plus dur, poursuivait-il, n'était pas de prendre le pouvoir mais de le conserver : "Nous devons montrer aux masses que notre ligne, celle qui nous a amenés au pouvoir, est la seule correcte. Nous devons comprendre qu'une fois le pouvoir conquis, nous serons obligés de baisser les salaires, de faire augmenter le chômage, d'instaurer la terreur (...). Nous n'avons pas le droit de rejeter des méthodes, mais il est inutile de nous y précipiter".

Mikhaïl Lachevitch, le seul autre membre de la Commission exécutive dont on soit à peu près certain qu'il partageait les vues de Volodarski, intervint à son tour pour soutenir ce dernier. Lachevitch était presque complètement immergé dans l'activité révolutionnaire. (...) En cette occasion, il fut tout aussi direct, exprimant des préoccupations pratiques dont les événements ultérieurs allaient montrer qu'elles étaient partagées par d'autres militants, mais que peu d'entre eux étaient alors prêts à formuler ouvertement.

Lachevitch reconnut que le processus révolutionnaire avait atteint une étape critique, mais alerta ses auditeurs contre la tentation d'aller trop loin trop vite. "Nous avons entendu des rapports en provenance de toutes les régions, et pour cette raison, nous percevons clairement la situation à laquelle est confrontée la Russie, déclara-t-il en faisant référence aux rapports présentés au Soviet de Petrograd et à la Conférence démocratique d'Etat.

Il est désormais clair que l'économie russe - qu'il s'agisse de l'industrie ou de la production alimentaire - est au bord de la ruine. Les mencheviks eux-mêmes reconnaissent que des mesures révolutionnaires seront nécessaires pour freiner cette course au précipice. Même si la paix était signée demain, cela ne préviendrait pas la catastrophe. Le pouvoir s'offre à nous, c'est un fait. Nous devons l'accepter même s'il y a 98% de chances que (...) nous échouions. (...) Mais devons-nous nous emparer du pouvoir dès maintenant ? Je suis convaincu que nous ne devons pas forcer les choses. (...) En prenant le pouvoir maintenant, nous nous attirerons l'hostilité d'éléments qui ne

pourraient que se rallier à nous ultérieurement (...) Les éléments hésitants sont de plus en plus enclins à reconnaître la nécessité des mesures révolutionnaires que nous avons commencé à défendre il y a deux mois. Le plan stratégique de Lénine boite des quatre pattes (...). Ne nous faisons pas d'illusions. Nous ne serons pas capables de fournir du pain. Il est très probable que nous n'arrivions pas à obtenir la paix. Tant que la guerre continuera, je ne compte pas sur une révolution en Allemagne. (...) Un décret immédiat transférant la terre aux paysans stimulerait sans doute l'esprit des masses, mais même dans ce cas, il est très peu probable qu'elles soient prêtes à se battre. Nous devons froidement tenir compte de tout cela au moment de prendre notre décision. Lénine ne nous explique pas de façon suffisamment claire pourquoi il est nécessaire de nous emparer du pouvoir maintenant, avant le Congrès des Soviets (..) Le Congrès des Soviets fournira un appareil, et si les délégués sont favorables à la prise du pouvoir, alors tout changera (...).

La Commission exécutive prit les premières mesures visant à mettre en œuvre les recommandations de Lénine. (...) Aucun préparatif systématique n'avait été fait jusque-là. La Commission exécutive chargea donc trois membres - Iakov Felikshtein, Ivan Moskvine et Latsis lui-même - de commencer à évaluer la force militaire du Parti et, plus généralement, de préparer les comités de district à l'offensive contre le gouvernement. Tout cela, se souvient Latsis, fut entrepris sans en informer le Comité central.

Comme on pouvait s'y attendre, le discours enflammé de Trotsky et la sortie spectaculaire des bolcheviks du Préparlement firent sensation, déclenchant une vague de spéculations sur la prochaine manœuvre du Parti. (..) Tout le monde parle des rumeurs d'insurrection bolchevik (...).

Le 10 octobre au soir, les membres du Comité central bolchevik (...) quittèrent discrètement les locaux de Smolny pour assister à une réunion stratégique dans un lieu tenu secret sur l'autre rive de la Neva (...). C'était la première confrontation directe entre le Comité central et Lénine depuis son retour de Finlande, et elle avait été soigneusement organisée par Sverdlov à la demande du leader bolchevik.

"Rasé de près et portant une perruque, il ressemblait à s'y méprendre à un pasteur luthérien" écrira plus tard Kollontaï. Vers 22 heures, au moins une douzaine des vint et un membres du Comité central (...) étaient assis. (...) Lénine ouvrit le débat par un plaidoyer en faveur d'une action immédiate qui dura presque une heure. D'entrée de jeu, il reprocha à ses camarades leur "indifférence à la question de l'insurrection". (...) Pour donner force à son affirmation sur l'urgence d'intervenir, Lénine soutint catégoriquement que le gouvernement était prêt à céder Petrograd aux Allemands afin d'étouffer la révolution. (...) Des rumeurs infondées selon lesquelles Kerenski envisageait d'abandonner Petrograd sans combat circulaient largement à ce moment-là, mais il est difficile de savoir si Lénine y croyait vraiment ou s'il essayait simplement de renforcer ses arguments.

Lénine poursuivit en comparant la situation actuelle avec le soulèvement avorté de juillet ; d'après lui, depuis cette époque, les bolcheviks avaient fait des pas de géant dans la consolidation d'un soutien populaire. "La majorité est désormais avec nous, et la situation politique est absolument mûre pour le transfert du pouvoir".

Il était absurde d'attendre l'Assemblée constituante qui, de toute évidence ne "sera pas avec nous", poursuivait Lénine ; cela ne ferait que compliquer les choses. (...) Le Parti devait profiter du Congrès des Soviets de la région Nord s'ouvrant à Smolny le lendemain matin, ainsi que de l'offre des soldats de Minsk de s'emparer du quartier général de la ville, pour entamer une action décisive.

La discussion fut "intense et passionnée", (...) elle dura toute la nuit et se poursuivit jusqu'au petit matin, et (...) presque tous les participants prirent la parole. (...) Kamenev et Zinoviev (...) firent de leur mieux pour contrer les arguments de Lénine, attaquant l'idée d'une insurrection armée tant d'un point de vue pratique que théorique. Comme il l'avait déjà fait lors de la Conférence d'avril, Kamenev - désormais soutenu par Zinoviev - souligna l'importance de la petite bourgeoisie dans le développement de la révolution russe (...) : la classe ouvrière russe, à elle seule, ne pourrait parachever la révolution en cours : "On ne peut tout simplement pas perdre de vue le fait que, entre la bourgeoisie et nous, il y a un énorme troisième camp, celui de la petite bourgeoisie. Ce camp s'est rallié à nous durant l'affaire Kornilov et nous a menés à la victoire. il se ralliera encore à nous plus d'une fois (...), mais pour le moment il est plus proche de la bourgeoisie que (des bolcheviks)".

Kamenev et Zinoviev exprimèrent également leur scepticisme quant à l'idée défendue par Lénine qu'une majorité de la population russe soutenait désormais les bolcheviks, et que le prolétariat international était lui aussi pour l'essentiel de leur côté. (...) En outre, si les bolcheviks subissaient une défaite en Russie, un coup fatal serait porté au mouvement révolutionnaire international. Seule une vague de révolutions sérieuses en Europe pouvait obliger les bolcheviks russes à prendre le pouvoir sur-le-champ, et c'est uniquement dans le sillage d'un tel bouleversement à l'étranger que le succès d'une révolution prolétarienne en Russie serait assuré. Un tel moment viendrait un jour, admettaient Kamenev et Zinoviev, mais c'était loin d'être encore le cas.

En l'absence de sympathisants tels que Noguine ou Rykov, tous les autres participants donnèrent raison à Lénine. (...) ce qui faisait débat, c'était uniquement la méthode et le calendrier, ainsi que la question de savoir si l'insurrection devait accompagner le Congrès de Soviets. (...) les débats se prolongèrent un peu, se rappelle Kollontaï, mais ils étaient désormais émaillés de plaisanteries - et de quelques piques bon enfant à l'encontre de Kamenev et Zinoviev. Ainsi s'acheva cette rencontre historique entre Lénine et le Comité central bolchevik.

Les termes de la décision du Comité central et son appel aux armes furent transmis aux principaux comités du Parti dans le pays tout entier. Si nous analysons la

période qui sépare l'affaire Kornilov de la décision du 10 octobre, nous constatons que, tout comme en avril, le responsable principal de ce changement drastique dans les perspectives de la haute hiérarchie du Parti n'est autre que Lénine. (...) Peu d'épisodes de l'histoire contemporaine illustrent mieux l'influence décisive qu'un individu peut parfois exercer sur des événements historiques.

12. Les obstacles à un soulèvement

L'attention s'était portée principalement sur le Congrès des Soviets de la région Nord, qui devait se tenir à Petrograd du 11 au 13 octobre. Comme Latsis le rapporta plus tard, "il était prévu qu'il (le Congrès) s'autoproclame comme seule instance gouvernementale, et ç'aurait été le coup d'envoi". (...) Le Congrès des Soviets de la région Nord réunissait 94 délégués qui représentaient les comités de l'armée et de la marine ainsi que les soviets locaux, principalement du nord-ouest du pays. Présidé par Krylenko et très marqué à gauche, il incluait parmi ses participants cinquante et un bolcheviks, vingt-quatre SR de gauche, quatre maximalistes (une petite branche terroriste du parti SR), un menchevik internationaliste et seulement dix SR (quatre mencheviks avaient quitté le congrès peu après son inauguration).

Dans un message adressé le 8 octobre aux bolcheviks participant au Congrès, Lénine insiste (...) : "Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre le Congrès panrusse des Soviets car le Comité exécutif central pourrait le reporter à novembre. Seule la mobilisation immédiate des troupes de Finlande et de la flotte de la Baltique (...) peut sauver la révolution russe et la révolution mondiale. 'Ces forces) peuvent et doivent marcher sur Petrograd, frapper les régiments korniloviens, soulever les deux capitales, fomenter une agitation de masse en faveur d'un gouvernement qui distribuera sans délai la terre aux paysans et fera des propositions de paix immédiate, renverser Kerenski et instaurer un tel gouvernement. Toute procrastination serait fatale".

Au lieu de quoi le Congrès s'acheva dans la soirée du 13 octobre, après le vote d'une résolution relativement modérée élaborée conjointement par les bolcheviks et les SR de gauche et qui, dans les faits, confiait la création d'un gouvernement des soviets à l'initiative du Congrès panrusse des soviets. (...) Les dirigeants de l'Organisation militaire bolchevik qui, depuis le mois d'avril, étaient censés organiser la prise de pouvoir, nourrissaient des doutes - qui s'avérèrent rétrospectivement justifiés - sur le fait que le Parti soit prêt pour un soulèvement armé. (...) Nombre des unités de la Garde rouge ouvrière créées lors de l'offensive de Kornilov avaient été dissoutes. (...) Nevski (...) et Podvoïski insistèrent fermement pour que le début de l'insurrection soit différé d'environ deux semaines.

Nevski s'empessa d'avancer des arguments en faveur d'un délai supplémentaire dans l'organisation du soulèvement (...) : "L'Organisation militaire s'est droitisée". Soulignant le fait qu'absolument rien n'avait été fait pour préparer les provinces au renversement du Gouvernement provisoire et que les bolcheviks commençaient en réalité à peine à s'implanter dans les campagnes, il affirma que dans plusieurs régions, les paysans avaient déclaré qu'en cas de soulèvement, ils ne livreraient plus de pain.

Pour Alexandre Axelrod du district de Rojdetzenski et Naoum Antselovitch, représentant du Soviet des Syndicats de Petrograd et président du syndicat des électriciens, l'humeur des masses était propice à une riposte en cas d'attaque de la contre-révolution, mais pas à une offensive directe. (...) Les intervenants de la réunion du 125 octobre étaient aussi très inquiets du faible niveau de préparation technique en vue de l'insurrection (...) que ce soit au niveau des gardes rouges ou de l'approvisionnement en armes et munitions.

La conférence du Comité central organisée à la hâte la nuit suivante avait pour objet le réexamen de la stratégie du Parti suite aux difficultés apparues dans la mise en œuvre de l'appel à une insurrection immédiate. Environ vingt-cinq dirigeants y assistaient. (...) Lénine poursuivit en minimisant l'importance de l'apparente démoralisation des masses telle que l'avait reflétée les rapports des militants locaux du Parti la veille. Il insista sur le fait que "nous ne pouvons nous orienter en fonction de l'humeur des masses puisque celle-ci fluctue et qu'elle est difficile à évaluer (...) Les masses ont accordé leur confiance aux bolcheviks et attendent d'eux des actes et non des mots, des politiques décisives non seulement dans la lutte contre la guerre mais aussi contre la désintégration de l'économie".

Lénine insista (...) pour que soit votée une motion de soutien formel à la résolution du Comité central du 10 octobre, tout en laissant au Comité central et à la faction du parti au sein du Soviet de Petrograd et du Comité exécutif panrusse le soin de décider de la forme et du calendrier spécifiques d'une insurrection. (...) Lors de la conclusion de la réunion du 16 octobre, Kamenev remit sa démission au Comité central. Il déclara qu'il ne pouvait défendre le point de vue reflété par les dernières décisions de cet organisme et qu'il estimait que tout cela aboutirait à la défaite du Parti et du prolétariat.

Lénine, (...), hors de lui, (...) déclara la guerre à Kamenev et Zinoviev et entama des démarches pour les faire exclure. mais lors d'une réunion le 20 octobre, le Comité central refusa catégoriquement de céder à cette demande de Lénine et se borna à accepter la démission de Kamenev de la direction du Parti.

13. La crise de la garnison et le Comité militaire révolutionnaire

Des bolcheviks (...) étaient absolument convaincus que, lors du prochain Congrès des Soviets, le transfert du pouvoir aux soviets serait appuyé par la majorité des députés. Leur porte-parole le plus influent était Trotsky, mais son point de vue était partagé par un nombre important de leaders bolcheviks, y compris Staline.

Dans ce contexte, lorsque le Gouvernement provisoire annonça soudainement, au cours de la deuxième semaine d'octobre, qu'il entendait redéployer l'essentiel de la garnison de Petrograd sur le front, les bolcheviks se frottèrent les mains. C'était en effet un prétexte idéal pour entreprendre aussitôt une lutte décisive contre le régime de Kerenski.

Le 5 octobre, le gouvernement donna l'ordre au général Plkovnikov, commandant du District militaire de Petrograd, de préparer le transfert de ses troupes sur le front. (...) A l'unisson, les soldats de la garnison exprimèrent leur défiance envers le Gouvernement provisoire et exigèrent le transfert du pouvoir aux Soviets.

Les bolcheviks (...) dans la presse, au sein du Soviet de Petrograd, et surtout dans les usines et les casernes, leurs mots d'ordre proclamaient que "le Congrès panrusse est menacé", attisant ainsi les craintes d'une seconde affaire Kornilov. (...) Les bolcheviks répondirent par un texte nettement (...) radical griffonné à la hâte par Trotsky (...) . La résolution bolchevik accusait (...) la classe bourgeoise de vouloir livrer Petrograd aux Allemands. (...) Ils proposaient donc la création d'un "comité de défense révolutionnaire" (le futur Comité militaire révolutionnaire) dont l'objectif principal était de centraliser toutes les informations concernant la défense de la capitale et de prendre toutes les mesures possibles pour armer les ouvriers afin de "faciliter la défense révolutionnaire de Petrograd et de protéger la population des attaques préparées ouvertement par les korniloviens, qu'ils soient civils ou militaires".

Telle fut donc la genèse du Comité militaire révolutionnaire, l'institution dont se serviraient les bolcheviks quelques jours plus tard pour déstabiliser et renverser le Gouvernement provisoire. L'historiographie soviétique de l'époque stalinienne laisse entendre que la création du Comité militaire révolutionnaire était le résultat direct de la décision du Comité central bolchevik du 10 octobre (...) et que, dès le départ, son objectif était l'organisation d'une insurrection.

Il est clair que dans un premier temps, pour la plupart des bolcheviks, l'objectif du Comité militaire révolutionnaire n'était pas de renverser le gouvernement mais d'empêcher le transfert sur le front des troupes de la garnison et, plus généralement, de protéger la gauche contre une offensive réactionnaire. Comme nous l'avons vu, à ce moment-là ce n'est pas sur le Soviet de Petrograd mais sur l'Organisation militaire bolchevik et sur le Congrès des Soviets de la région Nord que comptaient Lénine et certains de ses camarades pour organiser une insurrection. Ce n'est qu'au lendemain de ce Congrès (...) que les dirigeants du

parti commencèrent à considérer le Comité militaire révolutionnaire comme autre chose qu'un simple organisme d'autodéfense collective.

Probablement entre le 20 et le 23 octobre (...) à la demande insistante de Lénine, Podovoïski et Nevski, les chefs de l'Organisation militaire, accompagnés par Antonov (en sa qualité de président du comité exécutif créé lors du Congrès des Soviets de la région Nord), furent convoqués (...) pour une consultation urgente. (...) faisant écho à la décision du Comité central votée plus tôt, Vladimir Ilitch préféra insister sur le fait que non seulement l'Organisation militaire devait fonctionner sous l'autorité du Comité militaire révolutionnaire mais qu'elle ne devait pas essayer de dicter la politique de ce dernier.

C'est entre le 16 et le 21 octobre que le Comité révolutionnaire militaire commença à prendre forme. (...) On comptait en son sein des bolcheviks, des Sr de gauche et quelques anarchistes (dès le début, les mencheviks s'en étaient lavé les mains) ainsi que des députés du Soviet de Petrograd, du Soviet des députés des Paysans, de Tsentrobalt, du Comité exécutif régional de l'Armée, de la Flotte et des ouvriers de Finlande, des comités d'atelier et des syndicats. (...) Pendant les journées les plus critiques de la révolution d'Octobre à Petrograd, entre le 21 et le 24 octobre, Podvoïski, Antonov-Ovseïenko et Trotsky assumèrent de fait la présidence du Comité militaire révolutionnaire presque aussi souvent que Lénine.

En raison de la présence dominante des bolcheviks au sein du Comité militaire révolutionnaire, les historiens occidentaux ont eu tendance à voir en cet organisme une entité sans autonomie étroitement contrôlée par le Comité central bolchevik ou par l'Organisation militaire. Cette perception est inexacte.

Les 22 et 23 octobre, de solides liens se forgèrent entre le nouvel organisme et diverses unités de la garnison. Le 21 octobre, la conférence de garnison s'ouvrit sur un discours vibrant de Trotsky. (...) Le Comité militaire révolutionnaire (...) commença par remplacer tous les commissaires proches du gouvernement par ses propres hommes dans toutes les unités et tous les dépôts d'armes et de munitions. Ensuite, tard dans la nuit du 21 octobre, il dépêcha un groupe de représentants au siège de l'état-major pour y affirmer formellement la préséance de l'autorité du Comité sur les unités de la garnison.

Trotsky rédigea un document destiné à être avalisé par la conférence de la garnison et à circuler dans toutes les unités le lendemain. (...) : "Lors d'une assemblée tenue le 21 octobre, la garnison révolutionnaire a validé le Comité militaire révolutionnaire comme son organe dirigeant. malgré cela, dans la nuit du 21 au 22 octobre, les autorités du District militaire de Petrograd ont refusé de reconnaître le Comité militaire révolutionnaire et de collaborer avec les représentants de la Section des Soldats du Soviet (de Petrograd) (...) L'Etat-major se met ainsi directement au service des forces contre-révolutionnaires (...). Toute directive adressée à la garnison qui ne porterait pas la signature du Comité militaire révolutionnaire doit être considérée comme nulle et non avenue. (...) La révolution est en danger. Longue vie à la garnison révolutionnaire".

Le dimanche 22 octobre, Journée du Soviet de Petrograd. Les orateurs bolcheviks les plus populaires, parmi lesquels Trotsky, Volodarski, Kollontaï, Raskolnikov et Krylenko, prirent la parole dans des meetings massifs organisés dans les usines et les salles publiques de la capitale. Même Kamenev participa à ce festival d'interventions, ignorant délibérément l'interdiction qui lui avait été faite par le Comité central d'exprimer publiquement des opinions contraires aux décisions du Parti ; il se saisit de l'occasion pour tourner à nouveau en ridicule les velléités d'insurrection avant le Congrès des Soviets.

A plusieurs reprises pendant la journée du 22 octobre et jusqu'au matin du 23, Kerenski s'entretint avec ses principaux conseillers au sujet de la crise. (...) Il proposa en outre (...) d'arrêter les membres du Comité militaire révolutionnaire et de liquider cet organisme sans délai, ce dont Polkovnikov réussit à le dissuader temporairement.

Un autre exemple du déclin catastrophique de l'autorité militaire du Gouvernement provisoire à Petrograd est la saisie le 23 octobre par le Comité militaire révolutionnaire de la forteresse Pierre-et-Paul et de l'arsenal Kronwerk, un important entrepôt d'armes et de munitions.

Le 24 octobre avant l'aube, un détachement de cadets et de miliciens investit l'imprimerie Troude, propriétaire de *Rapotchii Pout*, et la mit sous scellés, détruisant plusieurs matrices et confisquant des milliers d'exemplaires tout juste sortis des presses. des gardes postés en permanence sur les lieux veillaient à ce que personne ne tente de les remettre en marche.

14. Veillée d'armes

Les correspondants du Comité militaire révolutionnaire dans les faubourgs commencèrent à appeler, signalant les activités suspectes de plusieurs unités militaires dans leurs localités. (...) Les dirigeants du Comité militaire révolutionnaire déjà présents à Smolny (...) rédigèrent un communiqué d'alerte qu'ils envoyèrent aux comités de régiments, aux commissaires d'unités et aux cantonnements de tout le grand Petrograd. (...) "Nous vous enjoignons de préparer votre régiment à la bataille (et d') attendre les prochaines instructions".

Si personne ne s'opposait au Premier ministre, s'il parvenait à mobiliser une quantité suffisante de troupes loyalistes et à mettre les dirigeants de la gauche sous les verrous, il restait possible que le Congrès des Soviets soit annulé. (...) Avec de telles considérations en tête, certains membres du Comité militaire révolutionnaire étaient désormais favorables à lancer une insurrection armée dans les plus brefs délais. Mais la majorité d'entre eux, à l'instar de Trotsky, préféraient une réaction ferme mais plus mesurée.

Trotsky griffonna un ordre (...) Un détachement du régiment de la Garde lituanienne armée de mitrailleuses (...) se rendit devant l'immeuble de l'imprimerie Troude. (...) Ses hommes ne firent qu'une bouchée des miliciens loyalistes et firent sauter les scellés. (...) En quels heures à peine, le *Rabotchiï Pout* était à nouveau sous presse.

Entre-temps, à Smolny, Sverdlov était parvenu à organiser une réunion avec le Comité central du Parti. Etaient présents Lomov, Dzerjinski, Sverdlov, Boubnov, Noguine, Milioutine, Joffé, Ouritski, Trotsky et Berzine, ainsi que Kamanev, dont la récente démission du Comité semble avoir été tout simplement ignorée. (...) Le premier problème substantiel analysé par le comité fut non pas l'offensive du gouvernement contre la gauche, mais le progrès des négociations entre le Comité militaire révolutionnaire et le général Polkovnikov au sujet de l'autorité du Soviet de Petrograd sur les opérations militaires.

Plus ou moins au même moment, le Comité bolchevik de Pétersbourg, réuni pour la première fois depuis le 15 octobre, avait réagi aux événements en cours par un appel à la préparation d'une insurrection "sans aucun délai". A ce stade, il semble que la majorité des membres du Comité central se sentaient davantage concernés par la question de savoir comment neutraliser les initiatives de l'ennemi et comment préserver ou consolider les forces de la gauche, ce afin de maximiser les possibilités d'utiliser le Congrès des Soviets pour régler définitivement son compte au gouvernement.

dans l'après-midi du 24 octobre, lors d'une réunion de fraction des délégués bolcheviks au Congrès des Soviets, Staline fit un commentaire particulièrement significatif à cet égard : "Au sein du Comité militaire révolutionnaire, il y a deux points de vue. Les uns souhaitent que nous organisions un soulèvement immédiat, les autres que nous commençons par consolider nos forces. Le Comité central s'est aligné sur le second point de vue".

Kerenski (...) passa la majeure partie de la matinée du 24 octobre dans l'immeuble de l'état-major à essayer d'accélérer l'acheminement vers la capitale des troupes loyalistes du front. (...) Comme au moment de l'affaire Kornilov, le mouvement des troupes depuis le front fut interrompu bien avant leur arrivée à la capitale, la plupart des soldats prêtant volontiers allégeance au Comité militaire révolutionnaire dès qu'on leur expliquait la nature du conflit entre le gouvernement et le Soviet de Petrograd.

En début d'après-midi, le Premier ministre se rendit au palais Marie où il chercha à rallier le Préparlement à la cause du gouvernement et à obtenir qu'il approuve les mesures déjà initiées pour éradiquer la gauche. (...) L'essentiel de ses critiques fut réservé aux bolcheviks. (...) Lisant la "Directive numéro un" du Comité militaire révolutionnaire qui circulait alors dans toute la ville, il vociféra : "il s'agit d'une tentative d'inciter la populace à la révolte contre l'ordre établi. (...) Il s'agit d'une tentative pour saborder l'Assemblée constituante et exposer le front aux rangs serrés des troupes de Guillaume".

A 19 heures, lorsqu'ils se réunirent de nouveau en séance plénière, on vit se dessiner une forte opposition à l'idée de laisser carte blanche au gouvernement en matière de répression systématique de la gauche. (...) Martov pris à son tour la parole au nom des mencheviks-internationalistes et critiqua (...) vigoureusement le gouvernement en place (...) : "Le langage du Premier ministre, qui s'est permis de parler de populace rebelle alors que nous assistons à la mobilisation d'une partie considérable du prolétariat et de l'armée, même si elle se trompe de cible, est une incitation à la guerre civile."

Dan (...) exprima sa totale opposition et son aversion envers le comportement des bolcheviks. Néanmoins, il insista avec non moins d'énergie sur le fait que, si le conflit entre le gouvernement et la gauche ne parvenait pas à se résoudre pacifiquement, c'est l'extrême droite qui en sortirait victorieuse. D'après lui, l'unique façon d'éviter un bain de sang catastrophique était de répondre sans plus attendre aux attentes des masses qui écoutaient désormais les bolcheviks. "Les questions de la paix et de la démocratisation de l'armée doivent être posées de telle manière qu'aucun ouvrier, aucun soldat, ne puisse avoir le moindre doute sur le fait que notre gouvernement s'engage dans cette voie à pas fermes et résolus".

L'anxiété des officiers de l'état-major augmenta d'un cran lorsqu'ils apprirent qu'un nombre alarmant de travailleurs et de soldats armés se rassemblaient à Smolny. ils ordonnèrent donc la levée du pont Liteïny, du pont de la Trinité et du pont Nicolas et le blocage du pont du Palais par les forces gouvernementales - ce afin d'empêcher les flots d'insurgés issus des quartiers ouvriers de la rive droite de la Neva de gagner le centre-ville. (...) Dès l'arrivée au point Liteïny des cadets loyalistes de l'Ecole d'Artillerie Mikhaïlovski, ces derniers furent assaillis par une foule de citoyens en colère, dont beaucoup étaient armés. Contraints de déposer les armes, les cadets humiliés furent renvoyés à leur académie sous bonne escorte. (...) En début de soirée, il apparut clairement que la cruciale "bataille pour les ponts" avait été remportée par les forces opposées au gouvernement.

Un commissaire du Comité militaire révolutionnaire, le bolchevik d'Helsingfors Leonid Stark, simplement accompagné d'une petite troupe de douze marins armés, occupa l'Agence télégraphique de Petrograd et en assuma la direction. Une des premières actions de Stark à la tête d cette agence de presse fut d'intercepter la résolution politique qui venait d'être adoptée par le Préparlement et d'empêcher sa diffusion sur le réseau télégraphique. A peu près au même moment, les hommes du Régiment de la garde Ismaïlovski, première unité importante de la garnison à avoir prêté main-forte au gouvernement en juillet, prirent le contrôle de la garde de la baltique, le terminus ferroviaire par où devaient arriver les renforts loyalistes venant de l'ouest et du littoral du Golfe de Finlande.

Certaines des manœuvres les plus décisives de la gauche avaient été planifiées en secret et passèrent donc alors inaperçues. (...) Si l'on ajoute à cela le fait que le Comité militaire révolutionnaire continuait à nier qu'une quelconque insurrection fût en cours, on comprendra la profonde perplexité des observateurs de l'époque. Une dense atmosphère d'irréalité planait sur les événements en cours dans différents secteurs de la capitale.

Le 24 octobre, Lénine (...) avait été informé des menées répressives de autorités contre la gauche et des efforts de certains socialistes modérés pour contraindre le gouvernement à adopter et à promulguer immédiatement un programme de réforme plus radical. Ces nouvelles le mirent dans tous ses états. (...) Lénine chiffonna la note du Comité central et la jeta par terre. "Je ne les comprends pas? De quoi ont-ils peur ?" s'écria-t-il excédé.

Vers 18 heures, Lénine se décida une fois de plus à contourner le Comité central et à faire appel à des instances subalternes du Parti, notamment au Comité de Pétersbourg et aux comités de district et à les exhorter à prendre en main le sort de la révolution. Il rédigea à la hâte un appel qu'il chargea Fofanova de transmettre à Kroupskaïa, "et à elle seule".

Je veux de toutes mes forces convaincre les camarades qu'aujourd'hui tout tient à un cheveu, qu'à l'ordre du jour se posent des questions que ne peuvent trancher ni conférences, ni congrès (quand bien même ce seraient des congrès des soviets), mais uniquement les peuples, la masse, la lutte des masses en armes.

La poussée bourgeoise des korniloviens et la destitution de Verkhovski montrent qu'il n'est pas possible d'attendre. Il faut à tout prix, ce soir, cette nuit, arrêter le gouvernement, après avoir désarmé les élèves officiers (après les avoir battus s'ils résistent), etc. On ne peut pas attendre ! On risque de tout perdre ! (...) Qui doit prendre pouvoir ? Cela importe peu en ce moment : que le Comité militaire révolutionnaire le prenne, ou "une autre institution" (...) qu'en aucun cas le pouvoir ne soit laissé entre les mains de Kerenski et Cie jusqu'au 25, sous aucun prétexte ; il faut à tout prix régler cette affaire ce soir ou cette nuit.

En prenant le pouvoir aujourd'hui, nous le faisons non pas contre les soviets, mais pour eux. La prise du pouvoir est la tâche de l'insurrection ; son but politique apparaîtra après. Ce serait notre perte, ce serait du formalisme d'attendre le vote indécis du 25 octobre ; le peuple a le droit de trancher de telles questions non pas par des votes, mais par la force ; le peuple a le droit et le devoir, dans les moments critiques de la révolution, de guider ses représentants, même les meilleurs, au lieu de les attendre (...)

Le gouvernement hésite. Il faut *l'achever* à tout prix ! Attendre pour agir, c'est la mort.

Il y a cependant une part de vérité dans l'historiographie soviétique : avant l'arrivée tardive de Lénine à Smolny dans la nuit du 24 au 25 octobre, la majorité des membres du Comité militaire révolutionnaire, sans parler de ceux du Comité central, hésitait encore à l'idée d'aller trop vite et trop loin - de peur de perdre des soutiens

potentiels déterminants, voire de provoquer une scission au sein du Congrès des Soviets en donnant l'impression d'usurper ses fonctions.

De fait, presque toutes les actions militaires du Comité entreprises le 24 octobre peuvent être interprétées comme des réactions aux mouvements offensifs du gouvernement. (...) Mais il convient (...) de rappeler que Lénine, à la différence de presque tous ses camarades, attachait une importance décisive au fait que le Gouvernement provisoire soit renversé avant l'ouverture du Congrès. Il est clair que son arrivée à Smolny intensifia la pression en faveur d'une action plus audacieuse. Quoi qu'il en soit et quelles qu'en soient les raisons, le 25 octobre, bien avant l'aube, on note un brusque regain d'agressivité dans les actions du Comité militaire révolutionnaire. Tout d'un coup, aucun de ses membres ne cherchait plus à prétendre qu'il s'agissait simplement de défendre la révolution et de préserver le *statu quo* en attendant que le Congrès des Soviets exprime sa volonté. On constate au contraire un effort massif et explicite pour mettre les délégués du Congrès au pied du mur en renversant le Gouvernement provisoire avant le début de leurs délibérations.

Le 25 octobre vers 2 heures du matin, la 1^{ère} compagnie du 6^e bataillon du génie occupa la gare Nicolas. (...) Toujours vers 2 heures du matin, un commissaire du Comité militaire révolutionnaire, Mikhaïl Faerman, s'empara de la centrale électrique de Petrograd. De manière quasi simultanée, des soldats insurgés prirent d'assaut la Poste centrale, dont le commissaire Karl Kadloubovski prit la direction. Un peu après minuit, l'équipage de l'*Aurora* avait été autorisé à "utiliser tous les moyens à sa disposition" pour rétablir la circulation sur le pont Nicolas. (...) Lorsque l'équipage du navire braqua ses projecteurs sur le pont, les cadets chargés d'en assurer la garde s'enfuirent dans l'obscurité.

Un détachement de quarante marins occupa la Banque d'Etat à 6 heures du matin sans rencontrer de résistance, les soldats du régiment de la garde Semionovski chargé d'y monter la garde ayant décidé de rester neutres. (...) C'est ainsi qu'à l'aube du 25 octobre, la plupart de sièges du gouvernement se retrouvèrent sans téléphone ni électricité

Peu avant l'aube, sur ordre de Kerenski, un dernier appel désespéré fut envoyé aux forces cosaques de la capitale. (...) Les porte-paroles des cosaques demandèrent alors si l'infanterie serait elle aussi mobilisée. Insatisfaits de la réponse à leur question, (...) ils firent savoir qu'ils n'avaient pas l'intention d'"agir seuls et de servir de i-cibles mouvantes".

Les membres du Comité central se retrouvèrent vraisemblablement dans la salle numéro 36, au premier étage, lieu habituel de réunion de cette instance. Parmi les présents, on comptait Lénine, Trotsky, Staline, Smilga, Milioutine, Zinoviev, Kamenev et Berzine. Rakhia s'installa dans un coin pour attendre Lénine et observer les débats. De

temps en temps, quelqu'un frappait à la porte et entraînait avec des nouvelles des progrès de la lutte pour le pouvoir qui se déroulait dans les rues de la ville.

C'est Trotsky qui proposa d'appeler les nouveaux ministres "commissaires du peuple", une suggestion qui enchantait tous les présents. "Oui, c'est très bien, commenta Lénine, ça sent la révolution. Et nous pouvons appeler le gouvernement lui-même "le Soviet des Commissaires du Peuple".

15. Les bolcheviks prennent le pouvoir

Des trois principales unités de marins en armes affectées à la capitale sur ordre du Comité révolutionnaire, la première partit de Helsingfors en train via la ligne ferroviaire finlandaise à 3 heures du matin. Une seconde se mit en route à 5 heures, et une troisième en milieu de matinée. A peu près au même moment, une flottille navale formée à la hâte et regroupant un navire de patrouille (...) et cinq contre-torpilleurs (...) se lança à toute vapeur sur la route d'environ 300 kilomètres qui la séparait de Petrograd. En tête de cortège, le Samson arborait une grande bannière couverte de slogans : "A bas la coalition !", "Vive le Congrès panrusse des Soviets !" ; "Tout le pouvoir aux Soviets !". La même ambiance régnait à Kronstadt.

Au même moment à Smolny, les dirigeants du Comité militaire révolutionnaire et les commissaires responsables des sites stratégiques de la ville complétaient leur plan de conquête du palais d'Hiver et d'arrestation des membres du gouvernement. (...) Le palais d'Hiver serait encerclé. le gouvernement aurait alors la possibilité de se rendre de manière pacifique. S'il refusait, le palais d'Hiver devait être bombardé depuis le croiseur *Aurora* et la forteresse Pierre-et-Paul, puis pris d'assaut.

Lénine fixait nerveusement sa montre, manifestement anxieux de s'assurer que le régime de Kerenski soit entièrement éliminé avant l'ouverture du Congrès des Soviets, qui approchait d'heure en heure. Vers 10 heures du matin, il rédigea le manifeste "Aux Citoyens de Russie", qui proclamait le transfert du pouvoir politique du gouvernement Kerenski au Comité militaire révolutionnaire.

25 octobre 1917

Aux Citoyens de Russie !

Le Gouvernement provisoire est destitué. le pouvoir de l'Etat est passé aux mains de l'organe du Soviet des Députés des Ouvriers et Soldats de Petrograd, qui est à la tête du prolétariat et de la garnison de Petrograd.

La cause pour laquelle le peuple a lutté : proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des soviets, cette cause est assurée.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !

Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Députés des Ouvriers et Soldats de Petrograd

Lénine accordait une importance cruciale à ce que les délégués au Congrès des Soviets soient mis dès le départ devant le fait accompli de la création d'un gouvernement des soviets.

A Smolny, (...) à 14 heures, Trotsky déclara ouverte une session extraordinaire du Soviet. dès le début de cette réunion, sans doute la plus cruciale de toute l'histoire de cet organisme, tout le monde put constater la transformation radicale des perspectives tactiques du parti au cours de la nuit précédente. rappelons que moins de vingt-quatre heures auparavant, Trotsky avait déclaré à cette même assemblée qu'un conflit armé "aujourd'hui ou demain, à la veille du congrès, ne fait pas partie de nos plans". Mais cette fois, à peine monté à la tribune, il prononça d'une voix de stentor l'acte de décès du Gouvernement provisoire : "Au nom du Comité militaire révolutionnaire, je déclare que le Gouvernement provisoire n'existe plus !" Sous un tonnerre d'applaudissements et d'acclamations à la gloire du Comité militaire révolutionnaire, il annonça, coup sur coup, que le Préparlement avait été dissous, que certains des ministres du gouvernement avaient été arrêtés et que les gares, la poste centrale, le central télégraphique, l'Agence télégraphique de Petrograd et la banque d'Etat étaient occupés par les forces dudit Comité. A quoi il ajouta : "le palais d'Hiver n'a pas encore été pris d'assaut, mais son sort sera réglé d'un moment à l'autre. dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, je ne connais aucun autre exemple de mobilisation aussi massive ayant fait couler si peu de sang. Le pouvoir du Gouvernement provisoire, Kerenski en tête, était déjà défunt et n'attendait qu'un coup de balai de l'Histoire pour être éradiqué (...)"

En plein milieu du discours de Trotsky, Lénine fit son apparition dans la salle.

Camarades !

La révolution des ouvriers et des paysans, dont la nécessité a été inlassablement défendue par les bolcheviks, a bel et bien eu lieu(...). La signification de cette révolution, c'est que nous aurons un gouvernement des soviets, un organe de pouvoir qui nous est propre, sans aucune participation des bourgeois. Les masses opprimées formeront elles-mêmes un gouvernement (...). C'est le début d'une nouvelle période de l'histoire de la Russie ; et cette troisième révolution russe doit mener, en dernière instance, à la victoire du socialisme. Une de nos tâches les plus urgentes est de mettre fin à la guerre sur-le-champ.

Nous gagnerons la confiance de la paysannerie grâce à un décret qui abolira la grande propriété foncière. Les paysans comprendront que l'alliance avec les ouvriers est leur seul espoir de salut. Nous instituerons un véritable contrôle ouvrier sur la production (...)

En Russie, nous devons dorénavant nous dévouer corps et âme à la construction d'un Etat socialiste prolétarien. Vive la révolution socialiste mondiale !

Les quelques mencheviks présents dans la salle se déchargèrent à l'avance de toute responsabilité eu égard aux "conséquences tragiques de la conspiration en cours" et se retirèrent des organes exécutifs du Soviet de Petrograd.

Au moins à deux reprises, des représentants du Comité militaire révolutionnaire cherchèrent activement à convaincre le reste des défenseurs du palais (d'Hiver) d'abandonner les lieux pacifiquement. (...) le bombardement fut retardé pour la énième fois. (...) A 21 heures40, Blagonravov (...) transmet à *l'Aurora* le signal d'ouvrir le feu. (...) Ce (...) coup de canon contribua aussi à accentuer la débandade des troupes qui restaient à l'intérieur du palais d'Hiver. (C'est à ce moment précis que de nombreux cadets abandonnèrent leurs positions, bientôt suivis par une partie des femmes soldats. ...) Après ce premier avertissement de leurs camarades de *l'Aurora* les artilleurs de la forteresse Pierre-et-Paul laissèrent à ceux qui le souhaitaient le temps de quitter le palais. (...) Aux alentours de 23 heures, Blagonravov donna l'ordre de faire feu avec de vrais projectiles. La plupart d'entre eux explosèrent de façon spectaculaire mais inoffensive au-dessus de la Neva.

Reste que l'ouverture du Congrès des Soviets avait bel et bien été programmée pour 14 heures. Plus la soirée avançait, plus il devenait impossible de continuer à abuser de la patience des délégués, quoi qu'en pense Lénine. A 22h40, en sa qualité de président, Dan sonna enfin la cloche qui annonçait l'ouverture officielle du Congrès.

300 des 670 délégués rassemblés à Petrograd pour le Congrès étaient bolcheviks ; 193 étaient socialistes-révolutionnaires (dont plus de la moitié, SR de gauche) ; 68 mencheviks ; et 14 mencheviks-internationalistes. le reste appartenait à des groupes politique mineurs ou n'avait pas d'affiliation organisationnelle officielle. (...) Les bolcheviks ne pouvaient constituer une majorité absolue sans l'aide des SR de gauche.

Le traitement statistique de ces questionnaires nous révèle qu'une majorité écrasante de délégués étaient venus à Petrograd avec la ferme intention de soutenir le transfert de "tout le pouvoir aux soviets" - soit la formation d'un gouvernement des soviets dont ils présumaient qu'il reflèterait la composition politique du congrès Quatre-vingt-six délégués s'en tenaient à une consigne de vote plus souple, "Tout le pouvoir à la démocratie", c'est-à-dire à un gouvernement démocratique homogène incluant des représentants des soviets de paysans, des syndicats, des coopératives, etc. Enfin vingt et un délégués étaient partisans d'un gouvernement de coalition démocratique où seraient représentés certains éléments bourgeois, à l'exclusion des Cadets. Seuls cinquante-cinq délégués, soit bien moins de 10 pour cent, représentaient des secteurs encore favorables à la poursuite de la politique de coalition avec les Cadets pratiquée jusqu'alors par le Soviet.

La composition du Présidium du congrès reflétait le nouveau rapport de force entre les partis : sept SR de gauche y siégeaient désormais aux côtés de quatorze bolcheviks. (...) Néanmoins, à peine le congrès avait-il acté le principe de la création d'un gouvernement de coalition démocratique par le biais de négociations qu'une série d'intervenants, tous issus de l'ancienne majorité socialiste modérée, s'élevèrent pour fustiger les bolcheviks. Ils firent part de leur intention de quitter le congrès sur-le-champ

afin de protester activement contre les agissements de ces derniers. Le premier à s'exprimer en ce sens fut Iakov Kharach, un menchevik qui était aussi officier et délégué du Comité de la Douzième armée : "Une entreprise politique criminelle a été menée dans le dos du Congrès panrusse, grâce à l'hypocrisie du Parti bolchevik, déclara-t-il. Les mencheviks et les SR considèrent qu'il convient de dissocier de tout ce qui se passe ici et de mobiliser la population pour se défendre contre cette tentative d'usurpation du pouvoir".

Au nom d'un bloc de délégués plutôt modérés des comités de soldats du front, Gueorgui Koutchine, lui aussi officier et menchevik éminent, ajouta : "Le congrès a été convoqué, avant toute chose, pour examiner la question de la formation d'un nouveau gouvernement. mais à quoi sommes-nous en train d'assister ? De façon totalement irresponsable, la prise du pouvoir a déjà eu lieu et la volonté du congrès a été préemptée (...) Nous devons absolument sauver la révolution, nous entendons mobiliser tous les éléments révolutionnaires de l'armée et du pays (...). Nous déclinons toute responsabilité quant aux conséquences de cette aventure irresponsable et nous nous retirons de ce congrès".

Ces déclarations ouvertement hostiles déclenchèrent une tempête de protestations d'une bonne partie des délégués dont certains criaient : "Suppôts de Kornilov !". Mais après que Kamenev eut restauré un semblant d'ordre, Lev Khintchouk, du soviét de Moscou, et Mikhaïl Guendelman, un avocat membre du Comité central des SR, intervinrent dans le même sens que leurs prédécesseurs au nom de leur organisation respective. "La seule et unique issue pacifique à la crise actuelle consiste toujours et encore à entrer en négociations avec le Gouvernement provisoire en vue de la formation d'un gouvernement représentatif de toutes les forces démocratiques". (...) D'après Soukhanov, ce discours provoque "un chahut infernal ; les bolcheviks n'étaient pas seuls à s'indigner".

Guendelman fit écho aux propos de Khintchouk : "(...) Prenant acte de l'usurpation du pouvoir par les bolcheviks (...), les tenant pour pleinement responsables des conséquences de cette entreprise démente et criminelle, et considérant par conséquent qu'il lui est impossible de collaborer avec eux, la fraction socialiste-révolutionnaire abandonne le congrès !"

face à une insurrection défendue désormais ouvertement par le Comité militaire révolutionnaire, les mencheviks et les SR s'étaient droitisés ; en un rien de temps, le fossé qui les séparait de l'extrême gauche était devenu presque infranchissable. Il faut se souvenir que moins de vingt-quatre heures plus tôt, ces mêmes fractions menchevik et SR, ou du moins une bonne partie d'entre elles, semblaient enfin sur le point de rompre avec les partis bourgeois et d'entériner la formation d'un gouvernement socialiste homogène défendant un programme de paix et de réformes.

Mais en même temps il est difficile d'échapper à la conclusion qu'en répudiant sans autre forme de procès les agissements des bolcheviks et l'action des ouvriers et des soldats qui les suivaient volontairement dans cette entreprise, et surtout en se retirant du congrès, les socialistes modérés sabordaient tous les efforts de compromis déployés par les mencheviks-internationalistes, les Sr de gauche et les bolcheviks modérés. ils faisaient ainsi directement le jeu de Lénine et ouvraient inopinément la voie à l'instauration d'un type de gouvernement jamais débattu jusqu'alors : un régime exclusivement bolchevik.

Dans ses mémoires sur l'histoire de la révolution, Soukhanov met en exergue la portée historique incommensurable de la défection des mencheviks et des SR : "Nous avons complètement délié les mains des bolcheviks, les laissant entièrement maîtres de la situation et leur cédant l'arène de la Révolution dans sa totalité. Dans les rangs du congrès, une bataille pour un front démocratique unifié *aurait pu* rencontrer quelque succès. (...) En abandonnant le congrès, nous avons nous-mêmes fait don aux bolcheviks du monopole sur le Soviet, les masses et la révolution. Ce sont nos propres décisions irrationnelles qui ont assuré la victoire totale de la "ligne" de Lénine !"

Le départ des modérés offrait une opportunité immédiatement exploitable de consumer définitivement la rupture avec ces derniers. (...) Trotsky, universellement reconnu comme l'orateur le plus brillant du Parti bolchevik, prit la parole :

Ce qui s'est produit est bel et bien une insurrection, et non pas une conspiration. Nous avons stimulé l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Petrograd. Nous avons ouvertement forgé la volonté des masses dans le sens d'une insurrection, et non pas d'une conspiration. (...) Et notre insurrection a été victorieuse. Et maintenant on nous dit : "Renoncez à votre victoire, faites des concessions, trouvez un compromis". mis avec qui ? (...) Avec des groupes misérables qui nous ont abandonnés ou qui nous font ce genre de proposition ? Mais enfin, nous les avons bien vu à l'œuvre. Il n'y a plus personne en Russie qui les soutienne. Un soi-disant compromis devrait donc être passé, comme s'il s'agissait de deux parties en situation d'égalité, par des millions d'ouvriers et de paysans représentés à ce congrès, et (que ces groupes) sont prêts - et ce n'est ni la première fois ni la dernière - à brader pour le bon plaisir de la bourgeoisie ? Non : aucun compromis n'est envisageable. A ceux qui ont abandonné le congrès et ceux qui nous exhortent au compromis, nous devons dire : "Vous avez failli pitoyablement, votre rôle est révolu. rejoignez votre destination : les poubelles de l'Histoire !"

Cette intervention fut accueillie par un tonnerre d'applaudissements, tandis que Martov protestait vigoureusement : "Puisque c'est comme ça, nous partons !". (...) Les Sr de gauche, les mencheviks de gauche et les bolcheviks modérés avaient du mal à avaler cette dénonciation acerbe des mencheviks et des SR, associée à un soutien sans faille à l'insurrection armée de Petrograd.

En cette nuit du 25 au 26 octobre, Kamkov fut bruyamment acclamé lorsque, succédant à Trotsky à la tribune, il déclara fièrement : "Les SR de droite ont quitté le

congrès, mais nous autres, SR de gauche, nous sommes toujours là !". Néanmoins, une fois les applaudissements retombés, alliant tact et fermeté, il s'inscrivit en faux contre les propos de Trotsky, arguant que la voie qu'il préconisait était inopportune "étant donné la persistance de l'offensive contre-révolutionnaire". Il ajouta que les bolcheviks n'avaient pas le soutien de la paysannerie, cette "infanterie de la révolution, sans laquelle la révolution sera écrasée", avant de conclure que "la gauche n'a pas intérêt à s'isoler des éléments démocratiques modérés ; elle devrait au contraire chercher à parvenir à un accord avec eux".

Il était maintenant minuit bien passé. Au palais d'Hiver, la situation du cabinet était de plus en plus désespérée. (...) On entendait des cris, des explosions sourdes et des rafales de fusil et de mitrailleuse, écho de la vaine résistance qu'une poignée d'officiers et de cadets encore fidèles au gouvernement menaient contre les forces révolutionnaires. (...) Contrairement à la plupart des récits de l'historiographie officielle soviétique, le palais d'hiver n'a pas été, à proprement parler, "pris d'assaut". "Lorsque nous avons été en mesure de vérifier qu'il ne restait pas beaucoup de cadets, Tchoudnovski et moi-même avons mené les assaillants à l'intérieur du palais. Une fois tous entrés, nous avons constaté que les cadets ne livraient plus aucune résistance". Cela a dû se passer vers 2 heures du matin.

C'est grâce à Antonov que les membres du cabinet évitèrent le lynchage. le dirigeant bolchevik calma le jeu en déclarant : "Les membres du Gouvernement provisoire sont en état d'arrestation. Ils seront incarcérés à la forteresse Pierre-et-Paul. je ne tolérerai aucune violence à leur encontre."

A Smolny, la session du Congrès des Soviets avait repris. L'ironie de l'histoire veut qu'il échût à Kamenev, lequel s'était battu bec et ongles pendant un mois et demi contre toute idée d'insurrection, d'annoncer la chute du Gouvernement provisoire. (...) Lounatcharski prit la parole pour présenter un manifeste rédigé par Lénine et intitulé "Aux ouvriers, aux soldats et aux paysans" (signé) Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie Délégués des Soviets paysans.

Kamkov annonça que moyennant une légère modification, les Sr de gauche soutiendraient son adoption. Ladite modification fut aussitôt acceptée. Un porte-parole de la petite fraction menchevik-internationaliste (...) annonça que ses camarades s'abstiendraient.

Epilogue

A Petrograd, le deuxième Congrès panrusse des Soviets avait approuvé les décrets de Lénine sur la paix et la terre. Le décret sur la paix promettait l'abandon de la

diplomatie secrète et proposait des négociations immédiates en vue d'obtenir une paix démocratique "sans annexion ni indemnité". Le décret sur la terre reprenait l'essentiel du programme de réforme agraire très populaire préconisé par les SR de gauche ; il abolissait la propriété privée du sol et transférait la totalité des terres privées et des propriétés foncières de l'Eglise aux comités fonciers et aux soviets de paysans, afin d'assurer leur redistribution à la paysannerie en fonction de ses besoins.

Avant de se disperser tôt dans la matinée du 27 octobre, les délégués avaient élu un nouveau Comité exécutif central présidé par Kamenev et composé de trente-six bolcheviks, six mencheviks-internationalistes et quatre représentants de groupes de gauche plus mineurs. Le congrès avait également approuvé la formation d'un Gouvernement révolutionnaire provisoire. Les membres de ce nouveau cabinet exclusivement bolchevik et officiellement baptisé Conseil (*soviet* en russe) des Commissaires du Peuple étaient Lénine à la présidence, Trotsky aux Affaires étrangères, Rykov à l'Intérieur, Milioutine à l'agriculture, Chliapnikov au Travail, Noguine à l'Industrie et au Commerce, Lounatcharski à l'Education, Antonov-Oseïenko, Krylenko et Dybenko à l'Armée et à la Marine, Lomov à la Justice, Ivan Skortsov aux Finances, Ivan Tedodorovitch au Ravitaillement, Nikolaï Avilov aux Postes et Télégraphes et Staline en charge des Nationalités. L'une des toutes premières mesures des nouveaux commissaires fut d'annoncer la tenue des élections à l'Assemblée constituante pour le 12 novembre, comme prévu antérieurement.

L'opposition initialement assez radicale au régime bolchevik se regroupa autour du dénommé Comité panrusse pour le Salut de la Patrie et de la Révolution, créé le 26 octobre à l'initiative des mencheviks et des SR de la Douma municipale de Petrograd. (...) Le Comité de salut, qui revendiquait son droit à reconstituer un nouveau gouvernement provisoire, exhorta les fonctionnaires et les citoyens en général à récuser l'autorité du Conseil des Commissaires du peuple.

Une autre force d'opposition active au monopole bolchevik sur le gouvernement était le Comité exécutif panrusse du Syndicat des cheminots (Vikjel), dominé par les socialistes modérés. Vikjel souhaitait alors jouer le rôle d'intermédiaire entre le Comité militaire révolutionnaire et le Comité de Salut et promouvoir la formation d'un gouvernement homogène composé de représentants de l'ensemble des groupes socialistes : des socialistes populaires à droite aux bolcheviks à l'extrême gauche. (...) Les cheminots exigeaient la tenue d'une conférence des partis socialistes le 29 octobre et menaçaient de déclencher à partir de minuit ce même jour une grève nationale des chemins de fer si ces efforts (...) n'aboutissaient pas. (...) Les bolcheviks consentirent à participer à la conférence parrainée par le Vikjel, qui débuta effectivement dans la soirée du 29 octobre.

Vikjel fut incapable de susciter un cessez-le-feu. L'affrontement crucial eut lieu le 30 octobre sur les hauteurs de Pulkovo (...) à une vingtaine de kilomètres de Petrograd. Il

opposa les forces cosaques de Krasnov, soit environ un millier d'hommes, à une armée bigarrée mais à peu près dix fois plus nombreuse qui regroupait des détachements d'ouvriers, des soldats de la garnison de Petrograd et des marins de la Baltique. Surnommé à juste titre "le Valmy de la Révolution russe", cette bataille s'avéra terriblement confuse, désorganisée et sanglante, les deux camps y subissant des pertes considérables. (...) Kerenski, prévenu de la capitulation cosaque et affublé d'un uniforme de la Marine et de lunettes d'automobiliste, échappa de peu à l'arrestation et entra dans la clandestinité.

Au début des pourparlers promus par Vikjel, les représentants des comités centraux menchevik et SR étaient plus intéressés à mobiliser des troupes pour infliger une défaite militaire aux bolcheviks qu'à rechercher un compromis avec eux. Mais à mesure que leur confiance en une chute rapide des bolcheviks déclinait, les dirigeants socialistes modérés se montrèrent plus disposés à intégrer un gouvernement de coalition à leurs côtés. Ils refusaient toutefois catégoriquement de participer à un cabinet incluant Lénine ou Trotsky.

Ironiquement, au moment où la direction du parti bolchevik était ouverte au compromis, les mencheviks et les SR ne manifestaient que peu d'intérêt à s'entendre avec le régime bolchevik. Mais après la défaite de Krasnov, lorsque les socialistes modérés se montrèrent plus désireux de négocier avec les bolcheviks, le Comité central bolchevik rejeta la position de ses membres les plus modérés, adoptant une ligne nettement plus dure dans le cadre des pourparlers promus par Vikjel.

Dans des institutions publiques telle que le Comité exécutif central, les bolcheviks modérés continuaient à promouvoir la formation d'un gouvernement représentatif de l'ensemble des partis socialistes y compris après le recul de leur influence au sien du Comité central de leur propre parti. Kamenev et Zinoviev réussirent à faire adopter une motion dans ce sens par le Comité exécutif central. Pour Lénine, qui avait exigé dix jours plus tôt que ces derniers soient exclus du parti pour s'être publiquement opposés à une insurrection, l'acharnement des modérés à saboter le travail des bolcheviks et à mettre encore une fois en danger la révolution était devenu insupportable.

Quelques semaines plus tard, les négociations parrainées par Vikjel ayant échoué, les SR de gauche consentirent à entrer au Conseil des Commissaires du Peuple, plusieurs de leurs membres acceptant même un portefeuille ministériel. Peu après la formation de ce gouvernement de coalition entre bolcheviks et SR de gauche, Kamenev et ses proches cessèrent de s'opposer ouvertement à la direction bolchevik.

Quant à la participation des SR de gauche au Conseil des Commissaires du Peuple, elle s'avéra de courte durée : ils présentèrent leur démission à la mi-mars 1918, pour protester contre la signature du douloureux traité de Brest-Litovsk qui mettait fin à la participation de la Russie à la Première Guerre mondiale.

C'était désormais une guerre civile de deux ans et demi qui attendait le régime des soviets, confronté à des armées anti-bolcheviks aussi bien domestiques qu'étrangères. Cette lutte à mort sans précédent, cruelle et dévastatrice, fut aussitôt suivie par une crise économique et sociale dont l'ampleur excéda de loin tout ce que la Russie avait pu endurer en 1917.

Au cours de ces années de plomb, le Parti bolchevik perdit tout caractère démocratique, l'indépendance des soviets fut réduite à néant, une bureaucratie oppressive et centralisée s'imposa de nouveau à tout le pays et la vie politique et économique de la Russie devint tributaire des diktats des leaders bolcheviks.

Je souhaiterais (...) mettre en exergue le caractère relativement démocratique, tolérant et décentralisé des structures du Parti et de ses modes opératoires et le fait qu'il fonctionnait essentiellement comme un parti de masse ouvert, ce qui tranche nettement avec le modèle léniniste traditionnel.

On l'a vu, en 1917, l'organisation bolchevik de Petrograd était traversée constamment et à tous les niveaux par des échanges et des débats aussi libres que passionnés autour des questions théoriques les plus fondamentales. Les dirigeants qui étaient en désaccord avec la majorité sur tel ou tel sujet avaient tout le loisir de défendre leurs points de vue. Et il n'était pas rare de voir Lénine sortir perdant de ces controverses.

Il suffit, pour se convaincre du haut degré de tolérance exercé vis-à-vis des opinions dissonantes, de se rappeler que tout au long de l'année 1917, nombre des résolutions et des déclarations les plus significatives des bolcheviks devaient tout autant à l'influence de la droite du parti qu'à celle de Lénine. En outre, des bolcheviks modérés tels que Kamenev, Zinoviev, Lounatcharski et Riazanov comptaient parmi les porte-parole les plus éloquents et les plus respectés du parti au sein d'institutions publiques clés, notamment les soviets et les syndicats.

En 1917, des organes subalternes du Parti tels que le Comité de Pétersbourg ou bien l'Organisation militaire bénéficiaient d'un degré d'autonomie et d'initiative considérables. Leurs points de vue et leurs critiques entraient en ligne de compte dans la définition de la ligne politique au niveau de la direction. Et surtout, ces organes subalternes étaient à même d'adapter leurs tactiques et leur message aux caractéristiques de leur propres bases dans un contexte qui évoluait rapidement.

Face à la période de réaction qui suivit le soulèvement de juillet, pendant la lutte contre Kornilov, puis à nouveau pendant la révolution d'Octobre, le vaste réseau de liens que les bolcheviks avaient soigneusement tissés au sein des usines, des organisations locales de travailleurs et des unités de la garnison de Petrograd et de la flotte de la Baltique se révéla être l'une des principales sources de la résilience et de la force du Parti.

Si les masses de Petrograd ont soutenu le renversement du Gouvernement provisoire, elles ne l'ont pas fait parce qu'elles adhéraient à la perspective d'un nouvel ordre dominé exclusivement par les bolcheviks, mais parce qu'elles estimaient que la révolution et le Congrès des Soviets étaient en danger. Or seule la formation d'un gouvernement exclusivement socialiste et largement représentatif issu du Congrès des Soviets - et c'était là l'objectif que les masses prêtaient aux bolcheviks- paraissait offrir l'espoir qu'il n'y aurait pas r-de retour aux pratiques honnies de l'ancien régime, qu'on n'aurait plus à braver la mort sur le front, qu'une vie meilleure serait possible et que serait bientôt mis un point final à l'engagement de la Russie dans la guerre.